



INTERNET
HAUTE PERFORMANCE

INTEGRATEUR
RESEAUX & TELECOMS

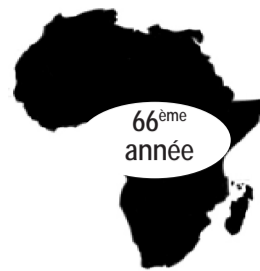
INGENIERIE
INFORMATIQUE

RADIOCOMMUNICATION &
SECURITE ELECTRONIQUE

OFIS

IT. Services. People. You trust.

LA SEMAINE AFRICAINE



www.lasemaineafricaine.net

N° 3836 du Mardi 13 Novembre 2018 - 66^e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro - Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

Un Dimanche en paroisse

Saint-Michel de Mont-Kamba

(Diocèse de Pointe-Noire)



Les chrétiens devant la façade principale de l'église (P.9)

Archidiocèse de Kinshasa (RDC)

Mgr Fridolin Ambongo succède au cardinal Laurent Monsengwo Pasinya



(P.8)

Eliminatoires de la CAN 2019

Congo-RDC: pour un match dans une atmosphère fraternelle

(P.13)

Editorial

A l'Est, du nouveau

Opposition politique congolaise

«Le Congo, un navire sans gouvernail, et sans capitaine»

Pascal Tsaty-Mabiala (P.3)



Meeting en salle du Parti Congolais du Travail (PCT)



Pierre Ngolo (P.5)

En ordre de bataille pour la vérité et contre le mensonge

Environnement

Ogooué-Lékéti, 5^e parc national du Congo

(P.3)

Mission technique du FMI au Congo

Réestimer les besoins de **financement** du Congo

(P.4)

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION
 DEPARTEMENT DE BRAZZAVILLE
 SECRETARIAT GENERAL
 DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ADMINISTRATION
 DU TERRITOIRE
 SERVICE DE LA REGLEMENTATION
 N° 427 /18/MID/DBZV/SG/DDAT/SR

REPUBLIQUE DU CONGO
 Unité-Travail-Progrès

RECIPISSÉ DE DECLARATION D'ASSOCIATION

Création

LE PREFET DU DEPARTEMENT
 DE BRAZZAVILLE,

Vu la constitution;
 Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association;
 Vu la loi n° 19/60 du 11 mai 1960 rendant obligatoire la déclaration préalable pour les associations et autorisant la dissolution des associations contraires à l'intérêt général de la nation;
 Vu la loi n° 11 - 2003 du 6 février 2003, portant statut particulier de la ville de Brazzaville et de la ville de Pointe- noire;
 Vu le décret du 16 août 1901, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901;
 Vu le décret n° 2015 - 686 du 6 juillet 2015, portant nomination des Préfets de départements,

Certifie avoir reçu du président de l'association dénommée: AGIR POUR LE BIEN ETRE en sigle «A.B.E.», une déclaration en date du 31 octobre 2018 par laquelle il fait connaître la constitution de ladite association à caractère socio économique ayant pour objectifs:

- * contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables et démunies;
- * Promouvoir les activités agricoles;
- * Aider les populations vulnérables et démunies à avoir accès aux produits de premières nécessités.

Dont le siège social est fixé: au n° 40 bis rue Malanda Faustin quartier Château d'eau Arrondissement 1 Makélékélé- Brazzaville.

En foi de quoi, le présent récépissé a été délivré conformément à l'article 1er du décret du 16 août 1901.

Ampliations:

MID/CAB	1
Mairie centrale	1
DDP	1
Arrondissement 1	1
JORC	1
Intéressé	1
Archives	2/9

Extrait de la loi du 1^{er} juillet 1901

Article 5 alinéa 4: Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou direction ainsi que toutes modifications apportées à leurs statuts.

Extrait du décret du 16 août 1901

Article 1^{er}: La déclaration prévue à l'article 5, paragraphe 2 de la loi du 1er juillet 1901, est faite par ceux qui, à un titre quelconque sont chargés de l'administration ou de la direction de l'Association. Dans le délai d'un mois, elle est rendue publique par leurs soins au moyen de l'insertion au journal officiel d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'Association ainsi que l'indication de son siège social.

Fait à Brazzaville, le 07 novembre 2018

Le préfet

Pierre Cébert
 IBOCKO-ONIANGHA

APPEL A CANDIDATURE

Une Banque recherche un Directeur des Engagements.

Sous la responsabilité du Directeur Général, le Directeur des Engagements aura pour missions:
 - Proposer, concevoir et mettre en œuvre de la politique de Gestion des Risques au sein de la banque;
 - Garantir la Fiabilité des données de Crédit des processus et Système d'Information;
 - Assurer le management et la responsabilité des équipes de la direction.

MISSIONS PRINCIPALES

- Proposer à la Direction Générale une politique de gestion des engagements et des risques;
- Evaluer et assurer la qualité du portefeuille de crédits conformément à la politique de gestion des engagements et risques validée par la Direction Générale;
- Présider selon les délégations internes, les comités de crédit;
- Organiser le comité de déclassement;
- Contrôler le respect des Normes réglementaires;
- Contrôler le respect des limites internes définies par la banque;
- Sensibiliser les entités de la banque aux enjeux et aux meilleures pratiques de la gestion des risques;
- Proposer des plans d'action et des règles de conduite contribuant à un environnement interne cohérent et favorable à la gestion des risques;
- Assurer une veille opérationnelle et réglementaire;
- Assurer les formations sur la politique des Risques au sein de la banque;
- Etre garant de la mise à jour et l'exactitude des données de crédit disponibles dans les différents Système d'information;
- Etre garant du respect de la production des rapports périodiques;
- Etre garant de la disponibilité et de la fiabilité des informations sur les différents Engagements de la banque;
- Emettre un avis critique sur chaque dossier de crédits présenté aux instances de décisions;
- Coordonner la mise en application des réglementations en matière des évolutions induites par Bâle II et les normes internes;
- Organiser, coordonner, former et animer son équipe;
- Assurer le contrôle de premier niveau;
- Assurer un reporting de ses activités.

COMPETENCES ATTENDUES

Profil requis: Diplôme BAC+5 en finance ou domaine similaire
Nombre d'années d'expériences: au moins 5 ans dans un poste similaire ou un cabinet

international

Savoir

- Connaître les techniques d'analyse mathématique, financière, de la comptabilité bancaire et les outils statistiques;
- Connaître le cadre légal et réglementaire;
- Connaître les métiers, produits et services bancaires;
- Maîtriser les Systèmes d'information de gestion des risques;
- Maîtriser la gestion des risques;
- Disposer d'une connaissance approfondie et capitalisée des outils et méthodes de son domaine d'intervention;
- Maîtriser les techniques de gestion et d'organisation de la Banque;
- Avoir une vision stratégique.

Savoir-faire

- Savoir utiliser des modèles mathématiques;
- Maîtriser le calcul des indicateurs de risque;
- Avoir un esprit d'analyse et de synthèse;
- Maîtriser les risques de contrepartie, crédit, marché, opérationnel;
- Encadrer et animer une équipe;
- Encourager les discussions constructives sur différents points de vue, en mettant l'accent sur les objectifs stratégiques, la vision ou les valeurs de l'organisation.
- Utiliser les solutions existantes de façon novatrice pour résoudre les problèmes.

Savoir-être

- Etre rigoureux et organisé;
- Etre indépendant, intègre et impartial;
- Faire preuve de capacités relationnelles et de communication;
- Avoir le leadership;
- Etre orienté résultats;
- Faire preuve de capacités relationnelles et de communication;
- Conserver un bon jugement et la capacité de prendre des décisions éclairées.

Dossier de candidature:

- Lettre de motivation;
- Cv;
- Diplômes.

Soumettez-nous votre dossier de candidature à l'adresse suivante: recrutementpotentiel@gmail.com

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 Novembre 2018.

N.B: Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un entretien.

SOCIETE RAVELISTE CONSTRUCTION ET ETUDES SARLU
 Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
 Au capital de 1.000.000 francs CFA
 Siège social à Brazzaville 111, rue Moudzombo, Mougali République du CONGO

INSERTION LEGALE

Suivant acte reçu par Maître MAYOUKOU BANIANGUINA Marie Benoite, Notaire substituant Maître Marie de L'Assomption MOUNDELE MATOKO, Notaire en la résidence de Brazzaville, en date du 20 Septembre 2018, enregistré à la recette des impôts de Poto-poto Brazzaville sous folio 178/ 12 n° 1546 le 26 Septembre 2018, conformément à l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, il a été constitué une société commerciale ayant les caractéristiques suivantes:

FORME: Société à responsabilité Limitée Unipersonnelle;
OBJET: La société a pour Objet, tant en République du Congo qu'à l'Etranger:
 - Activités combinées de soutien aux bâtiments; - La constitution des ouvrages d'art, des bâtiments et les travaux publics; - Les études dans le bâtiment et les travaux publics; - L'expertise CAO-DAO (Conception Assistée par Ordinateur-Dessin Assisté par Ordinateur); - La réfection et la rénovation dans le domaine de l'immobilier; - La vente

et la location des villas et appartements;
 - La gestion des charges immobilières; La fourniture de bureau et les consommables informatiques; La représentation commerciale; - Import et export.
DENOMINATION: La société prend la dénomination de «SOCIETE RAVELISTE CONSTRUCTION ET ETUDES»
CAPITAL SOCIAL: un million (1.000.000) franc CFA, divisé en cent (100) parts de dix mille (10.000) francs CFA chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement souscrites et libérées;
SIEGE SOCIAL: 111, rue Moudzombo, Mougali, République du CONGO;
DUREE: 99 ans, à compter de son immatriculation au RCCM, sauf dissolution anticipée ou propagation;
GERANT: Monsieur OBA Kevin Ravel;
IMMATRICULATION: au greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville le 1^{er} Octobre 2018 sous le numéro CG BZV-01-2018-B13-00094.

Pour insertion
 La Gérance

1^{ere} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RESEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

Service Clients :
 Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
 Agence Pointe noire : Centre ville Rond point Kassai en face du Centre Culturel Français.
 Contact: 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
 (+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires: UPS, WCA, etc.

Nos prochaines formations à Brazzaville

Trainis: créateur de performance, accélérateur de carrière !

Module	Date de session	Durée	Horaires	Lieu	Tarif HT (FCFA)
Formations AfterWork					
Macros Excel : de Zero à Pro	12 - 14 Novembre 2018	3 jours	17h00 - 20h00	Brazzaville	75 000
Microsoft Excel : analyse de données avec PowerPivot	19 - 21 Novembre 2018	3 jours			75 000
Etre organisé, efficace et productif avec Outlook	26 - 28 Novembre 2018	3 jours			75 000
Cloud privé : démarche et outils pour une mise en œuvre réussie	03 - 05 Decembre 2018	3 jours			75 000
Séminaires de formation en management					
Gestion du risque opérationnel inhérent aux activités bancaires	19 - 23 Novembre 2018	5 jours	09h00 - 14h00	Brazzaville (Hôtel Ledger)	750 000

Contacts - Tel: (242) 06 623 59 77 / 05 319 13 98 Email: congo@trainis.com 09, Av. de la Mfoa, Imm. Yombo, 1er étage - Brazzaville, Congo www.trainis.com

Opposition politique congolaise

Pour Tsaty-Mabiala, «le Congo donne l'impression d'être un navire sans gouvernail ni capitaine»

Après la cérémonie de signature de son mémorandum le 23 juin dernier, l'opposition politique congolaise a procédé le samedi 10 novembre 2018 à l'installation du conseil des partis membres de cette plateforme qui entend constituer une opposition républicaine sous-tendue par un projet. C'était sous la présidence de Pascal Tsaty-Mabiala, chef de file de l'opposition politique qui avait à ses côtés les leaders des partis que compte ce groupement politique parmi lesquels Guy Brice Parfait Kolélas, président de l'UDH-YUKI. Trois autres leaders se sont fait représenter: Michel Mboussi-Ngouari (MNL), Anguios Nanguia-Engambé (PAR) et Paul Marie Mpouélé (PR).

Constitué de soixante membres, le conseil des partis politiques de l'opposition congolaise aura, entre autres missions, d'adopter le programme politique de la plateforme.

Le chef de file de l'opposition pense que ce programme va constituer un cadre de rassemblement approprié et l'expression de la volonté à transcender leurs différences. «Il traduit, en réalité, notre ambition pour le Congo qui m'oblige d'avoir un regard introspectif sur la manière dont il est géré aujourd'hui. Précisément, sur la capacité des gouvernants à juguler la crise économique, financière et morale dans laquelle ils l'ont plongé. Notre affliction est d'autant plus profonde que le Congo donne l'impression d'être un navire sans gouvernail ni capitaine où des matelots se précipitent à prendre la navigation, mettent gravement en péril la vie des passagers. L'Etat se délite sous le regard impuissant ou plus ou moins complice de tous», a précisé Pascal Tsaty-Mabiala.

Pour lui, la lutte contre la corruption qui devrait être la pierre angulaire du programme de sortie de crise, «tourne à la plaisanterie ou encore à la farce des diseurs de bonne aventure. Personne n'est responsable de rien et on en est resté à des discours sans aucune poursuite judiciaire, même lorsque pèsent des forts soupçons ou des indices concordants sur certains gestionnaires. Des personnes officiellement citées par les autorités à cet effet vaquent librement à leurs activités quotidiennes. Cheval blanc qu'il était dans la galaxie des pays leaders en Afrique centrale, le Congo est devenu le mouton noir de cette sous-région et le seul avec la Guinée Equatoriale à ne pas pouvoir conclure, jusqu'à ce jour, un programme d'ajustement budgétaire avec le Fonds monétaire international. Le bilan social est, pour ainsi dire, catastrophique», a-t-il fait remarquer.

L'orateur a laissé entendre que l'opposition, dont la lutte contre les antivaleurs et les anti-mo-
dèles est un des axes majeurs



Les membres du conseil des partis de l'opposition congolaise

de son combat politique, ne peut rester insensible face à l'«irresponsabilité du pouvoir dans le drame qui frappe notre pays». «Il appartient au président de la République seul, la responsabilité de prendre les mesures idoines pour sauver notre pays de la crise économique et surtout de la déchéance morale qui atteint bientôt l'abysse. Et au plus vite, de traduire en justice tous ceux des Congolais, quel que soit leur statut et quelle que soit la proximité parentale, qui se seraient rendus coupables de forfaiture». Bien plus, «le peuple congolais exaspéré attend aujourd'hui les grandes décisions contre l'impunité et non les simples discours déclaratoires ou les menaces du président par intérim de la majorité présidentielle à l'égard de ses militants qui auront placé des fortunes dans les paradis fiscaux», a-t-il martelé.

Dans son allocution, le chef de file de l'opposition politique congolaise est revenu sur le concept d'opposition républi-

caine et sur ce qu'elle suggère. Pour Pascal Tsaty-Mabiala. «Cette polémique infantile entretenue sur les notions d'opposition radicale, institutionnelle et, comme pour frôler le ridicule, d'opposition alimentaire, attriste, réelle», a-t-il déclaré. Selon lui, il n'y a qu'une seule opposition en démocratie face au pouvoir, «puisque ce système politique est caractérisé par la concurrence des projets, quelles que soient les différences d'approche ou les réserves émises par les uns et les autres sur la légitimité de ceux qui gouvernent. Au fond, toute opposition démocratique n'a de devoir de reconnaître le cadre institutionnel au sein duquel s'exercent les activités politiques, peu importe que celles-ci soient menées de manière modérée ou radicale. Par conséquent, toute autre démarche ou perception de lutte politique pourrait simplement friser la rébellion».

Cyr Armel YABBAT-NGO

Environnement

Ogooué-Lékéti, 5^e parc national du Congo

Depuis le vendredi 9 novembre dernier, le Congo compte un parc national de plus. Le Parc national d'Ogooué-Lékéti est assis sur les départements de la Lékoumou et des Plateaux. La cérémonie officielle de son institution s'est déroulée dans la ville de Sibiti, chef-lieu de la Lékoumou. C'est la ministre de l'Economie forestière, Mme Rosalie Matondo, qui a présidé cette cérémonie. Elle avait à ses côtés, notamment, l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo, M. Todd Haskell. Car la représentation diplomatique américaine et les institutions spécialisées de ce pays œuvrant pour la sauvegarde de l'environnement et le développement se sont fortement impliquées pour que la cérémonie de vendredi ait lieu à la satisfaction de tous. Depuis 2004, en effet, le ministère de l'Economie forestière, la Wildlife conservation society (WCS, organisme américain de conservation de l'environnement) épaulés par des organismes plus connus de l'aide au développement comme l'USAID, ont mené les enquêtes de viabilité de ce parc pour en répertorier les potentiels.



La conservation et la valorisation des richesses fauniques

tamment, font corps avec un tel environnement dont elles sont devenues les garantes et les protectrices. Pour Madame Matondo, l'aboutissement du processus engagé en 2004 est la preuve que les patrimoines de la biodiversité sont l'affaire de tous. La conservation et la valorisation des richesses fauniques sont d'une grande importance, a-t-elle indiqué. «La réunion de ce jour se tient dans un contexte où les problèmes de conservation des biodiversités se pose avec acuité. Mais conserver la biodiversité sans impliquer les communautés riveraines exige notre participation à la préservation des 16 aires protégées et de nos 11 millions d'ha. Classer un site d'exception est une chose, œuvrer à sa valorisation en est une autre»; elle appelle l'effort de tous, a-t-elle indiqué.

Un point de vue partagé avec insistance par l'ambassadeur américain qui a souligné que depuis un peu

plus de deux décennies, son pays a appuyé les efforts du Congo et de la sous-région pour une gestion des ressources naturelles et de conservation de la biodiversité. Ces efforts ont permis, avant le Parc national d'Ogooué-Lékéti, la création des deux parcs nationaux congolais réputés : Nouabalé-Ndoki inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012, et le Parc national de Ntokou-Pikounda. Les aires réunies forment une étendue de près de 9000 Km2, avec une faune des plus captivantes, atouts pour une économie verte. «Le Parc national d'Ogooué-Lékéti est donc le troisième parc qui bénéficie depuis 2004 d'un appui substantiel et consistant du gouvernement américain pour sa création. Durant les cinq dernières années, mon gouvernement a investi dans ce site près de 8 millions de dollars américains (un peu plus de 4,6 milliards de francs CFA, Ndlr)... Mon gouvernement est déterminé à

accompagner la volonté du gouvernement de la République du Congo dans sa politique de gestion durable des forêts, de valorisation du patrimoine biologique et (de) diversification économique pour le bien-être social des populations», a souligné M. Haskell.

Le Parc national d'Ogooué-Lékéti

Le nouveau parc, cinquième parc national du Congo après d'Odzala-Kokoua, dans la Cuvette Ouest; Nouabalé-Ndoki à cheval sur la Sangha et la Likouala, Conkouati-Douli, au Kouilou et Ntokou-Pikounda dans la cuvette centrale s'étend de la Lékoumou, aux frontières du Gabon. Il touche aussi au département des Plateaux, touchant ainsi aux zones de transition forêt-savane. Sa superficie est de 350.000 Km2, il se situe dans un paysage unique. C'est dans son périmètre qu'a été photographié en 2015, le dernier lion des Plateaux-Batékés alors qu'on disait l'espèce éteinte dans cette partie du Congo depuis 1990. Le nouveau parc est la zone privilégiée des buffles de forêt, de plusieurs espèces de singes, des éléphants.

La cohabitation des humains avec une faune aussi variée ne va pas sans poser de problèmes, notamment pour les cultures paysannes. Mais, a assuré Mme Rosalie Matondo, le gouvernement aurait déjà entrepris de dédommager les populations victimes de saccages de cultures ou de villages notamment par les éléphants.

A.S. MIANZOUKOUTA

Editorial

A l'Est, du nouveau

Peut-être nous faudra-t-il bien nous résoudre à voir autre chose dans notre chère Afrique centrale que la terre atavique des «premières négatives»! Peut-être nous faudra-t-il quand-même marcher dans la rue la tête haute, et non le dos voûté des personnes accablées par le destin chroniquement négatif! Nous sommes la région d'Afrique la plus corrompue, celle où les processus électoraux sont les plus décrédibilisés, où les alternances politiques sont verrouillées, où les droits humains (avec une cohorte d'enfants-soldats dont on ne peut être fiers) les plus violés, et où la justice a tout le mal du monde à nous convaincre qu'elle peut décider par elle-même. Et pour nous, les citoyens.

Ce lyrisme? C'est parce que, pour la deuxième fois au cours de ce trimestre, la République démocratique du Congo nous donne à voir des signes d'une certaine sagesse politique. Un président de la République y a accepté de se mettre de côté et a désigné un candidat à sa place. Une opposition, écartelée par des égos épais comme des nuages, y est parvenue à taire tous les aprioris et à choisir un nom pour aller à la présidentielle de décembre au nom de tous. L'Afrique centrale ne nous avait pas habitués à une telle élégance.

La République démocratique du Congo est donc en passe de nous démontrer qu'on peut s'étriper du mieux que l'on veut, se chamailler et se donner tous les noms d'oiseau et quand-même s'entendre sur un essentiel de paix. Les candidats de l'opposition congolaise ne sont ni des novices en politique, ni des personnes moins animées d'ambitions. Ils ont seulement mis de côté les querelles de toujours et ont donné à leur peuple la possibilité de voir autre chose que l'affligeant spectacle des processus électoraux de toujours.

Le pays y gagne en maturité et la classe politique en clarté de message. Ses cacophonies en période électorale n'aident pas à démarquer les professionnels du verbe de la force de proposition salutaire. Chaque fois que l'on essaie d'entendre les peuples, on s'accorde plus de respiration pour le futur. Plus de chance de s'affirmer en tant que Nation.

L'Afrique centrale, donc, se donne à voir autrement que comme la région des processus électoraux faillis de toujours, dont les partitions sont écrites à l'avance. Où tout commence par une contestation endémique des résultats, quels qu'ils soient; se poursuit par des tensions pouvant culminer en violences, puis se termine en une résignation qui nous fait grogner de temps en temps. L'Afrique centrale se met-elle aux normes, aux moins aux normes de bon sens? Partout où des élections ont eu lieu, le souhait des votants a toujours été la victoire transparente de leur candidat, l'acceptation libre de la défaite des vaincus, et la mise en application honnête du programme de l'élu durant un mandat.

Oui, une hirondelle ne fait pas le printemps. Qu'un président en exercice accepte de s'en tenir à la Constitution et à ne pas briguer le mandat en trop; que l'opposition se rassemble autour d'un seul nom ne garantissent strictement rien. A tout instant, tout risque de déraper et les machines à tricher ou à réprimer reprendre du service. C'est vrai. Pour l'heure, regardons avec intérêt une expérience qui est le début ou la fin de tout. Ce qui en sortira rejaira forcément sur toute la sous-région.

Albert S. MIANZOUKOUTA

IN MEMORIAM

Lazare TOUAZOLADIO : un an déjà que tu nous as quittés!

Chargé du personnel de La Semaine Africaine, Lazare TOUAZOLADIO a été rappelé à Dieu le mardi 14 novembre 2017, à l'hôpital de base de Talangaï, le 6^e arrondissement de Brazzaville.

A l'occasion du premier anniversaire de son rappel auprès du Père, nous prions tous ceux qui l'ont



connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour son âme.

Mission technique du FMI au Congo

Réestimer les besoins de financement du Congo

La direction générale du Fonds monétaire international (FMI) a autorisé un déplacement d'une délégation de quatre experts pour une mission technique au Congo. Celle-ci séjourne à Brazzaville depuis le 6 novembre et jusqu'au 14. Cette mission composée d'économistes a, entre autres objectifs d'assister les autorités congolaises à mettre à jour le cadrage macroéconomique pour réestimer les besoins de financement du Congo pour la période 2019-2022. Jusque-là, rien d'un éventuel programme pour sortir le pays de la crise économique et financière qui sévit dans le pays depuis 2014 ne s'annonce à l'horizon.



La délégation du FMI avec Calixte Nganongo, ministre des finances

La délégation est conduite par Alex Segura-Ubiergo, conseiller et chef de mission pour le Congo, au département Afrique du FMI, à laquelle se sont ajoutés Alun Thomas, représentant Résident du FMI au Congo et l'économiste de cette représentation Honoré Nsoungui-Tonadio. Les travaux préparatifs du programme du Congo entre la mission technique du Fonds monétaire international et les autorités sont focalisés essentiellement sur la situation économique, en y incorporant l'effet de la hausse des prix du pétrole sur les finances publiques à court et moyen terme. Cet exercice est extrêmement important pour les besoins de financement du Congo pour la période 2019-2022, selon la délégation du FMI. Les discussions portent aussi sur la restructuration de la dette

devenue colossale pour rétablir sa soutenabilité, estimée à plus de 120 % du Produit intérieur brut (PIB), dont le début des négociations avec la Chine sur cette question cruciale était prévu le 5 novembre dernier. Avec ce pays, le Congo a la plus grosse part de sa dette. Les discussions portent également sur le budget 2019. Le deuxième objectif serait d'analyser l'état d'avancement de la mise en œuvre des réformes structurelles, y compris celles relatives à la gouvernance. Le Gouvernement assure que plusieurs réformes ont déjà été adoptées jusqu'à la fin du mois de septembre dernier, tout en rassurant que d'autres mesures sont en cours, bien qu'il y a eu un décalage dans leur adoption. A noter que les investissements au Congo sont en berne depuis 2014. L'économie congolaise est confrontée à des difficultés considérables dues à la baisse des prix in-

ternationaux du pétrole. D'où sa forte contraction en 2016, avec pour conséquence une croissance économique devenue négative, en 2016, pour la première fois depuis plusieurs années. Les prévisions de croissance du Congo pour l'exercice 2017 ont été revues à la baisse. La dernière mission des négociations du Fonds monétaire international, conduite par Abdoul Aziz Wane d'origine sénégalaise, un expert de cette institution financière, avait quitté Brazzaville le 20 décembre 2017. Les négociations avaient commencé le 5 décembre 2017, mais jusqu'à ce jour les conclusions sont toujours attendues. Le Congo est le dernier pays de la CEMAC à chercher à conclure un programme avec le FMI.

Philippe BANZ

Etude de Maître Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE

Notaire à Pointe-Noire
Avenue Charles de Gaulle, premier étage, immeuble ex air Afrique face hôtel Elais,
Tél : 06 664.85.64/04 432.52.12.
B.P. : 4821, E-mail : yabbatchristian@yahoo.fr, Pointe-Noire – République du Congo.

Société EPC Explo CONGO

Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 1.000.000 Francs CFA,
Siège social : 94-98 Boulevard de Loango, Immeuble NKOUKA, à côté du Cercle-Civil
B.P. : 5300, Centre-ville
Pointe-Noire, République du Congo
RCCM n° CG/PNR/09 B 886

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'Associé Unique de la société «EPC Explo CONGO SARL», en date du 13 Juin 2018, reçu en dépôt au rang des minutes du Notaire soussigné, le 03 Octobre 2018, enregistré à Pointe-Noire, folio 186/29 N°7559, en date du 09 Octobre 2018, l'Associé Unique a procédé au transfert des activités commerciales de la société du 94-98 Boulevard de Loango, immeuble NKOUKA, à côté du Cercle-Civil, Centre-Ville, Pointe-Noire

au numéro 6, Avenue Moé VANGOULA, Centre-ville, Pointe-Noire.
Dépôt légal: Au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 11/10/2018, sous le numéro 18 DA 2770.

Fait à Pointe-Noire, le 18 Octobre 2018.

Pour avis.
Maître G. Christian
YABBAT-LIBENGUE

MAÎTRE GISCARD BAVOUEZA-GUINOT

Notaire
Titulaire d'un office notarial sis 30, Avenue Nelson MANDELA
(à côté de l'ex FOREVER LIVING, non loin de l'Agence Française de Développement),
Centre-ville, Brazzaville.
Tél: (00242)06.540.59.45/104.418.20.81, B.P: 15.244
E-mail: etudegiscardbavouezaguinot@gmail.com
République du Congo

**ANNONCE LEGALE
«CONGO PAN-CHINA INDUSTRIE SPORT»**

Société A Responsabilité Limitée
Au Capital de 10.000.000 FRANCS CFA
Siège Social: 03 Ter, rue Mbochis, Poto-Poto
Brazzaville.
RCCM: CG/BZV/13 B 4541
REPUBLIQUE DU CONGO.

DISSOLUTION ANTICIPEE DE LA SOCIETE

Suivant procès-verbal de décision collective extraordinaire des associés de la Société A Responsabilité Limitée dénommée «CONGO PAN-CHINA INDUSTRIE SPORT», en date du trente octobre 2018 enregistré au bureau des domaines et du timbre, à Brazzaville, le 02 novembre 2018, sous Folio 197/23, numéro 2622, la dissolution anticipée de ladite société a été décidée.

La dissolution ne mettant cependant pas immédiatement fin à la personnalité morale de la société, conformément aux dispositions de l'article 201 alinéa 3, la société subsiste pour des besoins de liquidation.

Ainsi, conformément à l'article 206, alinéa 3, qui prévoit la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs,

Monsieur BOUILA Pierre a été désigné liquidateur par les associés de ladite société.

Dépôt Légal a été effectué, par les soins du Notaire soussigné, au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 6 novembre 2018, sous le numéro 18 DA 609.

Mention Modificative a été portée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, le 6 novembre 2018, sous le numéro CG/ BZV/13 B 4541.

Pour avis

Maître Giscard
BAVOUEZA-GUINOT
Notaire

**Journée mondiale du diabète
«Le diabète concerne chaque famille»**

COMMUNIQUE

Le monde va célébrer ce 14 novembre la Journée mondiale du diabète sous le thème «la famille et le diabète», avec le slogan «le diabète concerne chaque famille». Le but est de sensibiliser à l'impact du diabète sur la famille et de promouvoir le rôle de la famille dans le dépistage précoce, la prévention et les soins de diabète.

Dans le monde, 425 millions d'adultes sont atteints de diabète et si rien n'est fait, 522 millions en seront atteints d'ici 2030 et plus d'un million d'enfants et adolescents vivent avec le diabète; une personne sur deux n'est pas diagnostiquée et % des personnes atteintes de diabète vivent dans les pays à revenu faible et moyen. Le diabète a causé 4 millions décès en 2017.

De nombreux cas de diabète peuvent être évités en adoptant un mode de vie sain.

L'éducation et le soutien continu devraient être accessibles à toutes les personnes et les familles pour pouvoir maîtriser le diabète.

Aujourd'hui, dans notre pays, on enregistre dans chaque famille au moins un cas de diabète.

Face à ce fléau mondial et son cortège de complications, des actions de préventions mettant en avant la famille s'imposent à nous. Le temps de l'inaction est résolu. De ce fait, l'association Diabaction Congo et ses partenaires vous associent à la commémoration de cette journée mondiale en participant aux activités de dépistage gratuit et de sensibilisation sur le diabète qu'ils organisent le 14 novembre au CHUB de Brazzaville et le 18 novembre sur la Corniche du Fleuve Congo (marche de santé).

Au programme:

Mercredi 14 novembre au CHU de Brazzaville

7h-9h: dépistage gratuit du diabète

10h-12h30: causerie-débat sur la place de la famille et des aidants dans la gestion du diabète.

Dimanche 18 novembre, de 7h à 9h30: dépistage du diabète puis marche de santé.

Meeting en salle du Parti Congolais du Travail (PCT)

«A la campagne mensongère nous devons opposer la campagne de la vérité»

La Fédération PCT Brazzaville a organisé samedi 10 novembre 2018 au Palais des congrès de Brazzaville un meeting pour répondre à la campagne d'intoxication menée contre le pouvoir et ses dirigeants, notamment à travers le livre «Le génocide des Laris au Congo» de Dominique Kounkou et de l'hystérie collective observée dans certains établissements scolaires ces derniers temps. L'objectif étant de «sensibiliser la population pour rétablir la vérité». Ce meeting s'est déroulé en présence du secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, des membres du bureau politique, des parlementaires, les membres des organisations affiliées au PCT. Ainsi que les partis alliés. Les militants et sympathisants du PCT sont appelés à barrer la route aux ennemis de la paix de l'unité nationale.



Pierre Ngolo au milieu

Is étaient tous là, mobilisés, militants et sympathisants d'arrondissements et de l'île Mbamou. Tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont exprimé leur profonde indignation concernant le livre «Le génocide des Laris au Congo» et l'hystérie collective.

Pour Gabriel Ondongo, président de la Fédération PCT de Brazzaville, «La campagne médiatique savamment menée contre nous à propos du génocide des Laris n'est que de la pure invention de son auteur. Jamais cela n'a jamais existé dans notre pays, même au plus profond des crises que le pays a connues... Tout cela c'est pour pousser les

Congolais à s'entretuer. Le pouvoir s'obtient par des voies démocratiques. Il nous faut demeurer vigilants» a-t-il indiqué. Quant à l'hystérie collective observée dans les milieux scolaires, il a indiqué que certains esprits malins en ont fait de la récupération à des fins politiques. Car selon lui, ce phénomène n'est pas propre au Congo, «Il faut encourager le Gouvernement à préserver les milieux scolaires». La représentation de l'organisation des femmes du Congo «l'OFC», a rappelé que le Congo reste un et indivisible: «la cessation des hostilités et la signature des accords du 23 décembre 2017 entre le pouvoir et les représentants du

pasteur Ntumi ont produit des fruits. Aujourd'hui la paix dans le Pool est une réalité. Les femmes sont fortement indignées par cette campagne de mauvais goût, que nous condamnons avec la dernière énergie», ont indiqué les femmes du PCT.

Le représentant de la Force montante congolaise «FCM», a rappelé que la campagne menée contre le pays par les forces du mal tend à briser le tissu social. Pour cela, il a appelé les militants et sympathisants à barrer la route aux ennemis de la paix et de l'unité nationale. C'est Christian Juste Mbote qui a lu la déclaration des membres du PCT de la Fédération de Brazzaville.

Clôurant ce meeting en salle, le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, a exhorté les militants à demeurer très vigilants: «A la campagne mensongère, nous devons opposer la campagne de la vérité. Ces campagnes sont de la récupération politicienne qui ne visent qu'à atteindre le système, pour prendre le pouvoir de force». Il a demandé aux chercheurs et aux spécialistes d'analyser le phénomène de l'hystérie collective afin d'édifier la population. Et au Gouvernement de poursuivre l'action engagée pour que la population soit effectivement édifiée.

Pascal AZAD DOKO

Coup d'oeil en biais

Désormais, un visa pour voyager au Maroc

Le Gouvernement du Royaume chérifien a imposé depuis le 1er novembre dernier des restrictions de voyage aux ressortissants du Congo et de deux autres pays africains qui étaient exemptés, il n'y a pas longtemps, de visa pour rentrer en territoire marocain. Et pour cause: le Congo est parmi les nationalités qui entrent illégalement en Espagne, soit à bord d'embarcations, soit en forçant le passage des clôtures frontalières. Les personnes désireuses de se rendre au Maroc sont invitées à solliciter dorénavant une autorisation de voyage électronique au minimum 96 heures avant la date de départ vers le Maroc via un portail. La compagnie aérienne Royal Air Maroc (RAM) a déjà commencé à mettre en garde ses clients au Congo sur cette nouvelle mesure par une lettre qui les informe de la nouvelle réglementation.

L'Université Marien Ngouabi abandonnée?

L'année universitaire n'a toujours pas redémarré dans le secteur public. Le personnel de l'université Marien Ngouabi campe sur sa position: la grève continue tant que ses principales revendications, le paiement régulier des salaires, ne sont pas satisfaites. Environ six mois de paralysie, à cause d'une grève, cela commence par devenir profondément préoccupant. Le Gouvernement est accusé d'afficher une certaine indifférence devant ce qui apparaît comme une catastrophe qui menace le secteur éducatif supérieur public.

Recueillir l'eau de pluie pour les besoins de ménage

Les difficultés de l'opérateur public de distribution d'eau, l'ex-Société nationale de distribution d'eau (SNDE) devenue la Congolaise des Eaux (LCE), pénalisent nombre de ménages. En cette saison des pluies, des ménages à Brazzaville sont contraints de recueillir l'eau de pluie pour leurs besoins quotidiens. Et pour cause: l'eau déserte souvent les robinets de la LCE. Alors, lorsque la pluie s'annonce, si certaines familles sont dans l'émotion à cause des érosions et des menaces d'inondations dans leurs quartiers, d'autres espèrent, tout simplement, recueillir l'eau nécessaire aux travaux de ménage.

«Guerrier» contre «Guerrier» pour une place dans un minibus

Les passagers d'un minibus de transport public privé ont assisté, samedi 10 novembre 2018, à une de ces scènes propres à certains agents de la Force publique sans foi ni loi qui, après les guerres que la capitale congolaise a connues, se prévalent du titre de «guerrier». Un soldat ayant pris place à bord de ce minibus en est sorti gaillardement à l'arrêt Combattant, à Moungali (Arrondissement 4) sans vouloir payer son ticket. Il a ensuite tenté de s'en aller sans vouloir payer. Le contrôleur, énervé, a lui aussi décliné son titre de guerrier. Le militaire ayant compris qu'il avait en face de lui un ex-Cobra a finalement pris le parti de mettre la main à la poche.

La profanation du cimetière La Tsiémé se poursuit en toute impunité

A Talangai, le cimetière de la Tsiémé est menacé tout simplement de disparition. D'un côté, des gens à la recherche d'une parcelle à mettre en valeur, de l'autre, des jeunes gens qui s'y créent des espaces détruisant des tombes pour faire du sport. Même les enseignants d'EPS des établissements scolaires environnants profitent de cet espace pour leurs cours. Et tout cela s'opère en toute impunité, sous les yeux des autorités municipales impuissantes à protéger ce patrimoine, et devant des tombes esquintées et muettes.

Des ossements humains au quartier Moukoundzi-Ngouaka

Des ossements humains ont été trouvés dans une parcelle habitée de Moukoundzi-Ngouaka, un quartier de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville. La découverte a été faite par des ouvriers pendant qu'ils effectuaient des travaux de construction d'un WC dans un coin de la parcelle. Il pourrait s'agir de restes de l'ancien cimetière, avant qu'il ne soit délocalisé à Kinsoundi. Les ouvriers ont suspendu les travaux.

Dynamique pour le développement du Congo «DDC»

Vers la restructuration des organes de base du parti

Prélude à la tenue du conseil national prévu du 17 au 18 novembre prochain à Brazzaville, le président de la DDC, formation politique située à l'opposition républicaine, Armand Mpourou, a animé la semaine dernière à Brazzaville un point de presse, pour fixer l'opinion nationale sur les enjeux dudit conseil qui selon lui, marquera un tournant décisif au sein de ce parti.

Un rendez-vous que les militants et sympathisants attendent avec impatience. D'entrée de jeu, le président de la DDC a rappelé la mission actuelle du parti aujourd'hui, qui est celle de contribuer au progrès de la communauté en offrant aux populations la responsabilité de développer les talents de leadership, la responsabilité sociale, l'esprit d'entreprise et de la solidarité nécessaire pour effectuer les changements positifs. Pour cela il a demandé aux militants de tenir le bon bout de leur engagement conformément aux idéaux du parti «de se constituer en foudre de guerre inarrêtable sur toutes les lignes afin qu'ils deviennent cet arbre fruitier qui suscite la convoitise de tout le monde et sur lequel on jette des pierres. D'avoir comme leitmotiv, la conquête du pouvoir par la voie démocratique», a-t-il indiqué. Il a par ailleurs rappelé que le Congo se doit de tourner sa page sombre de l'histoire qui, pendant 58 ans, n'a été émaillée que par les guerres de leadership, la course effrénée à l'enrichissement illicite, la haine politique et le tribalisme exacerbé. «Cin-

quante-huit ans après, les acteurs politiques doivent parler plus de l'économie et le développement au lieu de se vautrer dans les querelles politiques, source de tension», a-t-il affirmé.

Il a réaffirmé que le conseil national de la DDC se tiendra bel et bien le 17 novembre prochain à Brazzaville sur le thème: «Pour le Congo: venez, plaidons ensemble pour le Congo» et rappelé que ce Conseil qui connaîtra la participation des cinquante conseillers



Armand Mpourou

nationaux abordera des sujets liés à l'actualité nationale. «Mais compte tenu de l'urgence et de l'intérêt de ce conseil la restructuration des organes de base du parti s'avère nécessaire et indispensable en vue d'in-

suffler un sang nouveau au parti», a dit le président de la Dynamique par le développement du Congo Armand Mpourou.

Pascal AZAD DOKO

Maitre Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE

Notaire

Avenue Charles de Gaulle, immeuble ex air Afrique face hôtel Elais, Tél : 06.664.85.64/04.432.52.12/ B.P : 4821.E-mail : yabbatchristian@yahoo.fr, Pointe-Noire – République du Congo.

Société FAST SHIPS LTD.

Société de droit de Saint Vincent & Grenadines au capital d'USD 1.000

Siège social : Trust House, 112 Bonadie Street, Kingstown, Saint Vincent & Grenadines

INSERTION LEGALE

Suivant procès-verbal de l'Assemblée Générale, en date du 31 Octobre 2016, reçu en dépôt au rang des minutes à l'Etude de Maître G. Christian YABBAT-LIBENGUE, Notaire à la résidence de Pointe-Noire, en date du 01 Décembre 2016, enregistré au domaine de timbres, le 02 Décembre 2016, sous le folio 174/2 N°839, immatriculé au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le N° RCCM CG/PNR/16 B 1413 du 29 Décembre 2016; il a été immatriculé une Succursale, conformément à l'Acte Uniforme OHADA, relatif au droit des sociétés commerciales et G.I.E,

dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination: Société "FAST SHIPS LTD"

Forme juridique: Succursale

Siège social: Avenue Charles de Gaulle, Face Hôtel Atlantic Palace, S/C du Cabinet Sutter & Pearce, Pointe-Noire, République du Congo.

Objet: Armateur

Fondés de pouvoir: Monsieur CAILLAUX Hadrien François John et Madame STEINHOFF Ursula.

Dépôt: Au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, en date du 29 Décembre 2016, sous le numéro 16 DA 1034.

Pour insertion.

Maitre G. Christian YABBAT-LIBENGUE

Tarifs d'abonnement

Congo		Autres pays d'Afrique	
6 mois	Retrait sur place: 15.600	182 Euros	96 Euros
	Expédié: 23.400	192 Euros	192 Euros
1 an	Retrait sur place: 31.200	Europe	96 Euros
	Expédié: 46.800	192 Euros	192 Euros
	France, Afrique Francophone	Amérique-Asie	100 Euros
	91 Euros		200 Euros

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire. e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

Agence universitaire de la francophonie

Développer les applications mobiles sous Android

Les étudiants de l'Université Marien Nguabi, une vingtaine en tout, sélectionnés en ligne par appel à candidature ont été formés, du 6 au 9 novembre 2018, à Brazzaville en développement des applications mobiles sous Android. C'était à l'initiative de l'Agence universitaire de la francophonie, via son antenne de Brazzaville, en partenariat avec la société MTN Congo. Cette formation avait pour principal objectif de mettre en place une application de gestion des individus pour des besoins événementiels ou administratifs (étudiants, séminaristes, formations, etc.). Il s'est agi de développer avec le framework Android d'une application mobile destinée aux usagers utilisant les smartphones et tablettes Android. Avantages pour les étudiants: chaque année en proie à la massification des effectifs ayant pour conséquences la rallonge de la période des inscriptions, les étudiants pourront effectuer, entre autres, leurs inscriptions par des terminaux mobiles, depuis leurs smartphones ou leurs tablettes.

Les experts pendant les travaux



Pour l'AUF, il importe de former les étudiants dans le domaine du numérique pour

«parvenir à éveiller l'intelligence des étudiants des universités congolaises, membres de l'Agence universitaire de la francophonie, afin qu'ils soient compétitifs dans le domaine du développement des applications mobiles partout où ils seront. C'est aussi une façon pour nous de faire valoir ou de faire la promotion des étudiants des universités congolaises», a fait savoir Achille Benjamin Sompia, responsable du Campus du nouvel espace universitaire francophone (CNEUF).

Durant quatre jours de formation, les étudiants ont appris à maîtriser les éléments de base d'un système Android, programmer en autonomie avec Android, utiliser les composants graphiques pour mettre en place des «IHM attractives», faire communiquer les différentes briques applicatives Android, avoir les bonnes pratiques de programmation Android.

A noter que cette formation était assurée par Milse William Nzougou Mouhembe, informaticien expert en Système d'information géographique (SIG). Et Karl Ossibi, Développeur d'application mobile.

Marcellin MOUZITA MOUKOUAMOU

Dialogue multisectoriel sur l'accès à l'eau

Engager de profondes réformes pour le mieux-être des populations au Congo

En partenariat avec le Gouvernement congolais, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a organisé jeudi 8 novembre 2018 à Brazzaville, un dialogue multisectoriel sur l'accès à l'eau et à l'assainissement au Congo. Sous le patronage du ministère de l'Energie et de l'Hydraulique, représenté par Yannick Nkodia, chef de cabinet de ce département ministériel, cette rencontre a connu la participation des experts en eau et assainissement, tant nationaux qu'internationaux. Objectif de la rencontre: s'engager résolument dans de profondes réformes «en vue d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations», selon Micaela Marques De Sousa, représentante de l'UNICEF, en République du Congo.

Cette rencontre répond à quelques-unes des préoccupations du Plan national de développement (PND) 2018-2022 dont l'objectif final est d'améliorer la qualité de vie des populations. Un environnement propre et une eau potable concourent à rallonger des vies, selon les experts. Des études récentes renseignent que l'utilisation d'une source d'approvisionnement en eau améliorée, le raccordement d'eau dans les domiciles et l'utilisation d'une installation d'assainissement améliorée réduisent l'incidence de la diarrhée et les retards de croissance chez l'enfant. Une autre étude de la Banque mondiale en 2012 révèle que l'accès à l'eau potable et un environnement assaini réduisent de 90% les morts prématurées directement imputables à une mauvaise

qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Les participants à ce dialogue exhortent les autorités congolaises à tout mettre en œuvre pour renforcer et perpétuer le projet «Eau pour tous», qui a déjà fait ses preuves là où les forages existent. Les experts estiment que chaque année, la vie d'environ 2300 Congolais dont 1800 enfants âgés de 5 ans serait préservée, si l'accès à l'eau potable et l'assainissement des espaces vitaux étaient assurés.

Pour atteindre cet objectif, les conférenciers par l'entremise de la représentante de l'UNICEF, plaident pour qu'aucun enfant ne meure ou ne tombe malade du fait d'une eau non-potable ou d'une habitation insalubre; ne manque l'école faute d'eau salubre ou à cause d'un environnement sco-



Les étudiants pendant la formation

laire malpropre et de latrines non-sécurisées; aucun enfant ne subisse un retard de croissance à cause de la fréquence des maladies diarrhéiques etc...

Le Gouvernement, par le biais de Yannick Nkodia, reconnaît que malgré les efforts consentis par lui pour donner aux populations une eau de qualité, de grands défis

restent encore à relever. Une récente étude du Programme eau et assainissement de la Banque mondiale a «estimé à 1,1% de points perdus en terme de produit intérieur brut (PIB) du faible taux d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement en valeur quantitative», a-t-il rappelé.

M.M.M

Qui me répondra?

La route principale de Mayanga menacée de coupure par une érosion. Que feront les femmes des ceintures maraichères pour évacuer leurs marchandises? Pourquoi les autorités ne se mobilisent pas pour trouver la solution à cette érosion qui est encore à ses débuts?

Réné Biyoudi (Mayanga, Brazzaville)

Etude de Me Chimène Prisca Nina PONGUI
Notaire

sis rez de chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM)
Case J-490/M (en face de l'E. N. A. M)
BP: 14745 B/ville- Tél: (242) 06 662 43 35/05 516 70 79
E-mail: etudepongui2@gmail.com

AVIS DE TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Aux termes du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société dénommée «SOCIETE KOUILOU POWER». Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 50 000 000 de Francs CFA, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Pointe-Noire sous le numéro CG/PNR/17 B 414 du 18 octobre deux mil dix-sept, tenue en date à Pointe-Noire du 26 octobre 2018, déposé au rang des minutes de Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire titulaire d'un office en la résidence de Brazzaville (Congo), enregistré le 06 novembre 2018 à la recette des Impôts de Pointe-Noire Centre, sous le Folio 204/17 numéro 8215; les administrateurs de la société dénommée «SOCIETE KOUILOU POWER» SA ont décidé de:

- transférer à compter du vingt-six octobre 2018, le siège social initialement sis à Pointe-Noire (Congo), Avenue de l'Emeraude concession ex Ocer, Centre-ville, dans la même ville à la zone industrielle de Djeno, (en face du Terminal Pétrolier de TOTAL E&P Congo);

- modification corrélative de l'article 4 des statuts.

Mention modificative des présentes a été portée au greffe du tribunal de commerce de Pointe-Noire, le 06 novembre 2018, sous le numéro 18 DA 2875.

Pour avis et mention

Maitre Chimène Prisca Nina PONGUI
Notaire

Maitre Ludovic MOUNGUENGUE

Notaire en la résidence de Brazzaville
35, avenue de Auxence ICKONGA, 1er étage immeuble IWANDZA
(Face à l'Ambassade d'Italie), Centre-ville, Brazzaville.
Boîte Postale: 1674, Tél: (242) 05 536.17.981 06 665.34.83
E-mail : officenotarial.mounguegue@gmail.com
REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS DE CONSTITUTION
RYAN CONGO

Société à Responsabilité Limitée
Au Capital de 1.000.000 de Francs CFA
Siège social : 1685, rue Matsiona NZOULOU, Batignolles
Moungali, Brazzaville
(République du Congo)

Maitre Ludovic MOUNGUENGUE, Notaire en la résidence de Brazzaville a, conformément aux lois en vigueur, constitué une société commerciale, suivant acte authentique dressé à Brazzaville en date du trente et un octobre deux mil dix-huit, enregistré le même jour, sous folio 202159 et numéro 1834, à la recette d'impôts de Poto-Poto, Brazzaville (République du Congo), présentant les caractéristiques suivantes:

- DENOMINATION: RYAN CONGO
- FORME: Société à Responsabilité Limitée
- OBJET:
 - La Pêche continentale et l'aquaculture,
 - La transformation des produits halieutiques destinés à la consommation;
 - L'import-export;
- DUREE DE LA SOCIETE: 99 ANS
- SIEGE SOCIAL: 1685, rue Matsiona NZOULOU, quartier Batignolles, Brazzaville (République du Congo).
- APPORT EN NUMERAIRE: La déclaration

notariée de souscriptions et de versements reçu par le même Notaire le trente et un octobre deux mil dix-huit et enregistré à la recette d'impôts de Poto-Poto, le même jour, sous folio 202/60, n° 1835, atteste que les souscripteurs ont déclaré que toutes les parts souscrites sont en numéraires et constate le versement de la somme d'un million (1.000.000) de Francs CFA représentant le capital social.

• IMMATRICULATION: la société a été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de commerce de Brazzaville, le 02 novembre 2018, sous le numéro CG-BZV-01-2018- B12-00069.

• DEPÔT LEGAL: le 02 novembre 2018 au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville.

• GERANCE: Monsieur LONG GUANGXIANG est nommé gérant pour une durée illimitée.

Pour Avis
Maitre Ludovic MOUNGUENGUE
Notaire

Processus électoral en RD Congo

Une candidature unique pour l'opposition

Réunie en conclave le week-end dernier à Genève, en Suisse, l'opposition de la République Démocratique du Congo a désigné son candidat unique pour la prochaine élection présidentielle du 23 décembre 2018. Il s'agit de Martin Fayulu. C'est une première dans l'histoire de ce pays; l'opposition va se présenter unie aux prochaines élections. C'est le choix des sept principaux chefs de file de l'opposition, après trois jours de négociations à Genève, facilitées par la fondation Kofi Annan.



Martin Fayulu.

Le candidat de la Dynamique de l'opposition ne faisait pas figure de favori face à Félix Tshisekedi de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), et Vital Kamerhe de l'Union nationale des combattants (UNC). «Ça a été une élection à deux tours», explique l'un des sept leaders de l'opposition. Lors du premier tour, ils n'ont été que quatre à voter: ceux dont la candidature à la présidentielle a été validée à Kinshasa. Ils pouvaient donner deux noms; le leur bien sûr, et celui d'un de leurs collègues. Aucun des quatre n'a choisi de voter pour celui qu'il considérait comme un concurrent direct. Et à ce jeu-là, ce sont les deux outsiders, Martin Fayulu et Fred-

dy Matungulu, qui se sont retrouvés au deuxième tour. Stupeur dans la salle. «La loi est dure, mais c'est la loi», aurait tout de suite reconnu Félix Tshisekedi, pourtant grand perdant de ce premier tour, et bien conscient de l'hostilité de certains cadres de son parti vis-à-vis de tout autre candidature que la sienne. Au second tour, les sept leaders ont donc ensuite voté et élu Martin Fayulu à la majorité. Evidemment, cela défie tous les pronostics. «C'est quand même une leçon pour le Front commun pour le Congo (FCC) de la majorité une leçon de démocratie», commente un activiste.

A Genève, dans les états-majors des sept chefs de file de l'opposition, on voyait en Martin Fayulu un candidat hon-

nête, constant dans ses positions, un véritable combattant, courageux dans les manifestations. Il va se battre jusqu'au bout contre la machine à voter, le fichier et des élections crédibles, insiste l'un des leaders de l'opposition. Dans les rangs de (UDPS, Félix Tshisekedi) et ceux de (UNC, Vital Kamerhe), quelques voix se sont élevées contre cette candidature commune que leurs leaders ont pourtant promis de respecter.

Mais plusieurs observateurs et cadres politiques estiment que c'est finalement un bon compromis contre lequel à l'est, comme au centre et à l'ouest, il n'y aura pas d'hostilité de principe, dans un pays où la fibre ethnique pèse encore sur le vote. Le mandat du nouveau candidat commun,

c'est avant tout de mener la coalition à des élections crédibles et transparentes, dit l'opposition, pour mettre fin à la crise de légitimité des institutions. Mais aussi pour lui permettre de jouer à armes égales, quand elle dit faire face aujourd'hui à une Commission électorale (CENI) au service du pouvoir.

La nouvelle coalition de l'opposition a été baptisée «Lamuka» «réveille-toi» en lingala et swahili). Parce que ces sept leaders espèrent pouvoir compter sur la mobilisation de la population dans ce combat. Contre la machine à voter, le fichier électoral. Si les élections ne se tiennent pas le 23 décembre, ils entendent appeler à la démission des membres de la CENI comme de Joseph Kabila. Parce que l'accord qui lie ces sept leaders n'est pas basé que sur la confiance, mais sur un système de garanties, le candidat commun s'est également engagé à être avant tout le porte-parole de la coalition Lamuka, à tenir compte de l'avis des six autres, mais aussi à leur accorder, en cas de victoire, les postes nécessaires à un équilibre des pouvoirs entre eux, jusqu'à ce que des véritables élections les départagent.

**Marcellin MOUZITA
MOUKOUAMOU**

Centenaire de l'Armistice du 11 Novembre

Le Monde a commémoré la paix mondiale à Paris

La fin de la guerre de 1914-1918 a été commémorée, le 11 novembre dernier à Paris la capitale de la République française, en présence de quelque soixante-dix chefs d'Etat et de gouvernement de plusieurs pays, dont le Congo. Cette date anniversaire a offert à la France l'occasion d'adresser aux nations représentées un message de paix, afin que toutes bâtissent un monde meilleur.



Les dignitaires étrangers et le président Macron à l'Arc de Triomphe

Dans son allocution de circonstance, le président Emmanuel Macron a appelé ses homologues à ne pas prêter le flanc à la résurgence des nationalismes. Pendant que des conflits de diverses natures continuent d'affecter plusieurs régions, que les extrémismes renvoient des signaux alarmants. Le président français a évoqué également les atrocités de la Première guerre mondiale, et l'émotion soulevée chez les soldats et les populations lorsque fut signé l'Armistice le 11 novembre 1918. De même, il a fait savoir que «Notre monde peut être meilleur si nous le voulons». Ces festivités ont été rehaussées de la présence d'Angela Merkel, la chancelière allemande, son pays étant un des belligérants et l'Armistice une capitulation de l'Allemagne. Etaient aussi présents: les présidents Donald Trump des Etats-Unis et russe Vladimir Poutine, dont les pays jouent un rôle important lors des conflits et pendant les dialogues entre différents pays de la planète. Impliquée dans la guerre de 14-18 à différents niveaux, l'Afrique a également été conviée aux manifestations du 11 novembre, d'où la présence du président congolais Denis Sassou-Nguesso et de ses homologues africains.

Dans la foulée de ces festivités, une série d'activités ont également été organisées à Brazzaville à savoir: la réflexion sur le centenaire de la guerre de 14-18 à l'Institut français du Congo, le dépôt de gerbes de fleurs au cimetière du Centre-ville appuyé par la décoration de quatre anciens combattants congolais, ainsi qu'un cocktail organisé à la Case De Gaulle à Baongo où quelques personnalités congolaises ont aussi été décorées sous la mouvance de Bertrand Cochery, l'ambassadeur de France, des autorités congolaises et des membres du corps diplomatique. (Nous y reviendrons).

Alain-Patrick MASSAMBA

MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité – Travail – Progrès

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITE NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

**AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR
LE RECRUTEMENT DES CONSULTANTS INDIVIDUELS EN VUE
DU CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX
DE REHABILITATION DU SIEGE DE L'UNCP ET LES ADPS
DU PDAC
N°017 C/PDAC/2018**

Le Gouvernement de la République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe de la Banque Mondiale, ont signé le 20 septembre 2017, un Accord de Financement d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce Projet a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale, le 13 juillet 2017 et est entré en vigueur le 30 avril 2018. Une partie des fonds du projet est réservée au paiement des Consultants chargés du contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation du siège de l'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) et des Antennes Départementales de Planification et de Suivi (ADPS) du PDAC.

Le PDAC invite les candidats éligibles et qualifiés à présenter leur dossier de candidature en vue d'exécuter la mission de contrôle et de surveillance des travaux de réhabilitation du siège de l'UNCP et des ADPS du PDAC

Désignation du site	Département
Siège UNCP-PDAC	BRAZZAVILLE
ADPS Pointe-Noire	POINTE-NOIRE
ADPS Nkayi	BOUENZA
ADPS Kinkala	POOL
ADPS Ngo	PLATEAUX
ADPS Ouesso	SANGHA

Le Consultant devra avoir:

a. un diplôme de niveau BAC+2 au moins, en Génie-civil, Génie-rural, Travaux publics ou équivalent;

b. une expérience d'au moins 5 ans dans le contrôle et/ou la surveillance des travaux de construction ou travaux publics;

Le dossier de candidature devra comporter les documents suivants:

a. un curriculum vitae;

b. une copie du diplôme;

c. des attestations, certificats ou copies des contrats de travail sur les précédentes prestations.

Sur cette base, le consultant sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale de janvier 2011 révisées en juillet 2014».

Les candidats intéressés sont invités à consulter les termes de référence détaillés et/ou déposer leurs dossiers de candidature, au plus tard le lundi 26 novembre 2018, à l'Unité Nationale de Coordination du Projet, sise Boulevard Denis Sassou Nguesso, Mpila/Brazzaville – République du Congo, Tél: (242) 06 858 88 88; E-mail: pdacmaep@gmail.com, les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures.

Fait à Brazzaville,

Le Coordonnateur National,

Isidore ONDOKI

Archidiocèse de Kinshasa (R.D.C)

Mgr Fridolin Ambongo succède au cardinal Laurent Monsengwo Pasinya

Une des voix critiques les plus écoutées en République démocratique du Congo (RDC), l'archevêque de Kinshasa, le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, a cédé jeudi 1^{er} novembre dernier le siège métropolitain à Mgr Fridolin Ambongo à moins de deux mois des élections clés qui doivent organiser la succession du président Joseph Kabila.

«Le pape François a accepté jeudi 1^{er} novembre la renonciation du cardinal Laurent Monsengwo à la tête de l'archidiocèse de Kinshasa, introduite depuis 2015», a déclaré le père Bruno Lusongakio, un porte-parole de l'archidiocèse de Kinshasa. Il cède son fauteuil à Mgr Fridolin Ambongo qui travaillait déjà auprès de lui comme archevêque coadjuteur de Kinshasa depuis le 6 février. Le cardinal Laurent Monsengwo devient donc archevêque émérite de Kinshasa. «La passation de pouvoir et de service a eu lieu à Kinshasa ce jeudi en présence du Nonce apostolique», tandis que l'inauguration officielle du ministère de son successeur aura lieu le dimanche 25 novembre 2018 en la cathédrale Notre-Dame du Congo, a encore indiqué le père Bruno Lusongakio.

Laurent Monsengwo Pasinya avait été ordonné prêtre en 1963. Il est le premier Africain à devenir docteur en sciences bibliques. Personnage central de la Conférence épiscopale de la République démocratique



Mgr Fridolin Ambongo

du Congo, qu'il préside depuis 2004, Mgr Monsengwo Pasinya occupe depuis vingt ans un rôle de premier plan dans son pays. Nommé en 1981, à 41 ans, évêque auxiliaire de Kisangani, il ne quittera ce diocèse qu'en 2007, quand il sera nommé archevêque de Kinshasa. Le cardinal Monsengwo a joué un rôle majeur dans la quête de démocratie vécue par le Zaïre à la fin du règne du maréchal Mobutu. Il préside successivement, entre 1991 et 1996, la Conférence nationale souveraine puis le Haut Conseil de la République, le parlement de transition. Sensible au thème de l'inculturation, dans un pays où les sectes se développent rapidement, il aura été le secrétaire spécial du Synode sur la Parole de Dieu en 2008, tout en étant une voix écoutée lors des deux sessions du Synode sur l'Afrique. Il est membre de la Congrégation pour l'Éducation catholique et pour l'Évangélisa-

tion des peuples. Il faisait partie du C-9, l'organisme mis en place par le Pape pour le conseiller dans la réforme du Vatican. Mgr Fridolin Ambongo, nommé archevêque de Kinshasa par le pape François, est le successeur du cardinal Laurent Monsengwo, déjà à la retraite. Agé de 57 ans, le nouvel archevêque de Kinshasa, a officiellement été présenté aux médias dans la capitale congolaise. Il aura la tâche de prendre la relève du très influent cardinal Monsengwo qui, âgé de 79 ans, a pris sa retraite. Pour beaucoup, Mgr Ambongo, archevêque de



Cardinal Laurent Monsengwo

Mbandaka-Bikoro (dans l'ouest) avant sa nomination, pourrait bien rester sur la même lancée. Vice-président de la Conférence épiscopale nationale (Cenco), en charge de la commission Justice et Paix, Mgr Ambongo est en effet aussi critique que le cardinal Monsengwo.

Gislain Wilfrid BOUMBA

Eglise en Afrique centrale

Faciliter le vivre-ensemble grâce aux moyens de communication sociale

La capitale équato-guinéenne Malabo a abrité du 3 au 8 novembre 2018 la rencontre des secrétaires généraux des Conférences épiscopales de l'Association des Conférences épiscopales de la région de l'Afrique centrale (ACERAC) qui regroupe le Cameroun, le Gabon, le Congo, la République centrafricaine, le Tchad et la Guinée équatoriale. Organisée par le secrétariat général de cette institution sous-régionale, la rencontre a porté sur le thème du vivre-ensemble en Afrique centrale, auquel était rattaché celui sur les communications sociales intitulé: «L'importance de la communication au sein de l'Eglise». Les travaux étaient dirigés par l'abbé Antonio Mabiola, secrétaire général de l'ACERAC.

La rencontre a réuni autour de l'abbé Antonio Mabiola, Mgr Benoît Kala, les abbés Michel-Ange Bengone, Brice Armand Ibombo, Cristinio-Ela Engonga Mboo et le père Joseph Tanga Koti, respectivement secrétaires généraux de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC), de la Conférence épiscopale du Gabon (CEG), de la Conférence épiscopale du Congo (CEC), de la Conférence épiscopale de Guinée équatoriale (CEGE) et de la Conférence épiscopale de Centrafrique (CECA). La Conférence épiscopale du Tchad (CET) n'a pas été représentée quant à elle, puisque le père Yves Allangomi Guiralbaye, son secrétaire général n'a pas fait le déplacement de Malabo.

Ouverte par Mgr Incensio Moiché Solebaba, vicaire général en lieu et place de Mgr Juan Nsue Edjang Maye, archevêque de Malabo, président de la CEGE et président en exercice de l'ACERAC, cette réunion de travail a connu trois temps forts: le partage d'expériences des



Le vicaire général de Malabo, (4^e de g. à dr.) et le secrétaire général de l'ACERAC (5^e de g. à dr.) posant avec les participants à la rencontre

secrétaires généraux à travers un tour de table, l'exposé donné sur les communications sociales par Aristide Ghislain Nguoma, journaliste de La Semaine Africaine, chargé des communications de l'ACERAC et l'examen du thème principal qui a lui aussi fait l'objet d'un tour de table. Dans son mot de bienvenue, le vicaire général de Malabo a encouragé les participants pour une telle initiative. Des différents échanges il ressort que les six Conférences épiscopales de la région ACERAC ont pris à bras-le-corps les nombreuses thématiques abordées jusqu'ici par les évêques membres de l'association, portant sur les défis sociaux, lutte contre la pauvreté, la corruption et les anti-valeurs, la famille, l'éducation des jeunes, la gestion des biens, la famille, le dialogue interreligieux. Sans oublier le défi majeur de l'évangélisation, le terrorisme, le VIH-Sida et bien d'autres.

Le chargé des communications de l'ACERAC a dans son exposé suggéré la réflexion par les évêques sur le thème des communications sociales qui constituent un volet important pour l'Eglise et qui est au cœur de sa pastorale sociale. Sur cette question qui a abondamment préoccupé les Pères conciliaires lors des assises du Concile Vatican II à travers le décret

Inter mirifica, et pour laquelle le Pape François s'est montré sensible dès sa prise de possession de siège comme successeur de Pierre, l'orateur a fait siens les propos du Pape Benoît XVI qui dans l'exhortation apostolique Africae munus consacre tout un chapitre sous le titre du «monde de l'information et de la communication» en Afrique, véritable catalyseur du développement de ce continent qu'il a qualifié de poumon de l'Eglise. L'orateur a prôné la vitalité de ce secteur pastoral à l'instar du laborieux travail de réforme des médias du Saint-Siège entrepris depuis trois ans par le Pape François à travers l'institution du Secrétariat pour la communication avec à sa tête Mgr Dario Viganò. Les participants ont également projeté sur un certain nombre de rendez-vous majeurs tant au niveau du continent concernant le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar (SCEAM) que sur ceux liés à leur Conférence épiscopale régionale, l'ACEARC. Il s'agit notamment du jubilé d'or du SCEAM en juillet prochain à Kampala en Ouganda et de la XIIe Assemblée plénière de l'ACERAC à Malabo, en juillet 2020. Au terme de leurs travaux, ils ont été reçus par le président de l'ACERAC.

Aristide Ghislain NGOUMA



TÉMOIGNAGE

Télé-Alarme OFIS

Un autre malfaiteur était au même moment en train d'effectuer le tour de la parcelle afin de repérer le meilleur accès pour pénétrer dans notre maison.

C'est à cet instant que je déclenche en catastrophe la sirène extérieure via le bouton anti-panique de la centrale alarme OFIS; le bruit a été assourdissant et a immédiatement mis en panique les malfaiteurs. Ils ont criés et se sont réfugiés derrière le véhicule de ma femme qui était garé dans le jardin. Après un moment d'hésitation, ils ont à tour de rôle pris la fuite pour rejoindre leur complice qui les attendait dans le véhicule.

Ma femme, mes enfants et moi, étions toujours sous le choc de la scène qui venait de se dérouler sous nos yeux. L'intensité de cette tentative d'effraction avait été insoutenable, et pourtant tout ceci s'était passé en moins de dix minutes.

Nous avons contacté par la suite la Police et laissé retentir la sirène quarante-cinq minutes supplémentaires au cas où ces bandits auraient décidés de faire demi-tour. Réfugiés à l'intérieur de la maison, le plus consternant est que ni voisin, ni gardien dans la zone n'avaient daignés venir ou nous appeler malgré les retentissements de la sirène.

Depuis cette nuit, j'ai complété mon installation OFIS en rajoutant un panneau dissuasif sur mon portail, en installant des barrières infra-rouges le long de ma clôture et en activant le nouveau service d'OFIS télé-alarme pour avoir la garantie d'une intervention rapide H24 à mon domicile.

TENTATIVE DE CAMBRIOLAGE

Je réside avec ma femme et mes trois enfants dans une maison avec jardin dans le quartier de Sifaoumou à Pointe-Noire. Étant sensible aux problèmes d'insécurité, j'avais décidé de poser des barbelés Concertina le long des murs et de m'équiper d'une centrale alarme OFIS avec une sirène placée à l'extérieur.

Il était 3 heures du matin. Il n'y avait pas d'électricité cette nuit-là, j'avais donc démarré notre groupe électrogène. En y repensant, je me dis que les conditions idéales étaient réunies pour couvrir leur méfait et que cela n'était certainement pas le fruit du hasard.

Un des malfaiteurs est passé par-dessus le portail d'entrée et a coupé nos cadenas avec des tenailles, permettant ainsi aux autres de pénétrer dans notre parcelle. Ils étaient au moins quatre sans compter celui qui était resté dans le véhicule. Ils étaient armés de machettes et autres armes blanches. Calmes et non cagoulés.

L'un d'eux s'est approché de notre chambre avec à la main ce qui ressemblait à une bonbonne de gaz soponifique; au moment où il a touché la baie de notre chambre cela m'a réveillé en sursaut. C'est là que j'ai constaté avec effroi que le portail avait été forcé et que des personnes étaient présentes dans notre jardin. Ma baie étant en vitre teintée, ils ne se sont pas aperçus que je les avais entendus.



www.ofis-obt.com
info@ofis-obt.com

+242 06 899 98 53

Facebook icon

Twitter icon

LinkedIn icon

OFIS.CG OFIScg OFIS

Etude de Maître Chantal Josiane LOCKO-MAFINA
Notaire
46, avenue William Guynet, Immeuble Galerie marchande de l'ARC, 1er étage
Centre-ville - Brazzaville
E-mail: lockmaf@yahoo.fr/B.P: 1542/Tél.: 05 556 06 19/06 666 26 82
Brazzaville - République du Congo

ANNONCE LEGALE

«CHINA STATE CONSTRUCTION ENGINEERING CORPORATION CONGO»
EN SIGLE «CSCEC CONGO»
Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au capital de Quinze Millions (15 000 000) de Francs CFA
Siege social: 13, rue Malafou, Centre-ville, Brazzaville
(République du Congo)

LA NOMINATION D'UN NOUVEAU GERANT

Aux termes du procès-verbal de décision extraordinaire de la Société A Responsabilité Limitée Unipersonnelle dénommée «CHINA STATE CONSTRUCTION ENGINEERING CORPORATION CONGO», en sigle «CSCEC CONGO», enregistré aux recettes des impôts de Ouenzé le deux novembre deux mil dix-huit (02/11/2018), folio 194/21 numéro 421, l'associée unique de la SARLU «CHINA STATE CONSTRUCTION ENGINEERING CORPORATION CONGO», en sigle «CSCEC CONGO», a décidé de nommer un nouveau gérant, en la personne de Monsieur SHI Honggang.

En conséquence de cette résolu-

tion, il a été procédé à la mise à jour des statuts de ladite société.

Le procès-verbal de décision extraordinaire portant nomination d'un nouveau gérant et les statuts modifiés ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville le cinq novembre deux mil dix-huit (05/11/2018) sous le numéro 18 DA 606 et mention modificative a été portée à la même date au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro M2/18-1259.

Pour avis,

Maître Chantal Josiane LOCKO-MAFINA

Un Dimanche en paroisse

Saint-Michel de Mont-Kamba

(Diocèse de Pointe-Noire)

«Servir et donner sa vie pour les autres»

L'église universelle a célébré, le dimanche 21 octobre dernier, le dimanche des missions qui a coïncidé avec le 29^e dimanche du temps ordinaire de l'année liturgique B. Au cours des trois messes de 6h 30 en kituba et les deux dernières en français, les mouvements des jeunes et adultes ainsi que les catéchistes ont été envoyés en mission. La messe de 9h présidée par l'abbé Chris Brunel Goma, curé, a été animée en chants par la chorale Sainte-Philomène. Dans son homélie tirée de l'évangile selon Saint Marc (Mc10, 35-45), l'abbé Chris Brunel Goma a rappelé aux chrétiens de Saint-Michel que la Journée d'envoi en mission est un don de service pour les autres, «c'est une journée où nous avons accepté de nous engager, de nous



Les fidèles au cours d'une messe en plein air

départir de nous-mêmes pour se mettre en route à travers une autre mission reçue de Dieu». Le serviteur c'est celui qui donne sa vie pour les autres en

servant les autres, comme le maître Jésus-Christ qui est parti jusqu'à donner sa vie en acceptant de mourir sur la croix. «Donner sa vie, est un exercice qui n'est plus facile, tellement qu'il y a trop d'intérêt dans notre vie d'aujourd'hui. Même dans les couples où normalement on devrait vivre pour s'aimer, c'est devenu juste l'amour de prise en charge. Dans la vie du couple chacun est appelé à donner un peu du soi, pour que les choses avancent. Au niveau du social tout le monde veut être chef, personne ne se met aux services des autres, on ne sait plus servir, on ne sait plus donner sa vie, on ne sait plus se mettre au service des autres, et on ne sait plus donner la place aux autres». L'abbé Chris a invité la chrétienté de sa paroisse à être au service des autres et à choisir le bien des frères en humanité. Celui qui commande doit être celui qui sert, celui qui doit servir pour faire grandir les autres.

Abbé Chris Brunel Goma, curé

La providence de la foi sur le chrétien et dans toute chose

*Pouvez-vous nous présenter votre paroisse, son état actuel?

**Située sur le Plateau de Hinda, la paroisse Saint-Michel fait partie des trois dernières paroisses que l'évêque de Pointe-Noire a érigées en 2014, parmi lesquelles: Sainte Trinité et Jésus Bon Pasteur. J'ai trouvé le bâtiment de l'église en chantier, au niveau du chaînage. A cette époque la communauté paroissiale priait dans un hangar.

Nommé curé de cette paroisse, il y a quatre ans, je m'étais fixé deux objectifs, notamment bâtir la communauté peuple de Dieu et bâtir le bâtiment église de Dieu. J'ai trouvé des chrétiens qui n'avaient pas assez de moyens financiers, mais qui avaient la volonté de faire avancer des travaux. Nous avons donc donné la place aux chrétiens en créant une plateforme de concertation qu'on appelle le Mbongui.

*Quels sont vos projets pour l'avenir de la paroisse?

**Le grand projet est qu'un jour on arrive à terminer la construction de l'église, ainsi que le presbytère. Et aussi construire des salles pour mettre aux groupements et aux groupes chantant de s'y retrouver au lieu d'utiliser la chapelle. Un autre grand projet est d'ériger cette année un poste de santé avec



l'aide de la Caritas. *Comment est organisée la pastorale dans votre paroisse?

**La pastorale a beaucoup évolué. Nous avons des messes chaque jour à 6h et les week-ends nous avons quatre messes: une messe anticipée le samedi soir et trois messes le dimanche. Le catéchisme a lieu tous les samedi et dimanche. La paroisse compte environ 20 groupements de jeunes et adultes. La pastorale se déroule avec une équipe très dynamique et chaque semaine les ministres de communion apportent l'hostie aux malades. Pendant les grandes fêtes comme Noël, on organise deux démarches. D'une part effectuer un panier du pauvre, et d'autre part, nous les prêtres en compagnie de nos amis, nous donnons des jouets aux enfants démunis. La grande difficulté est au niveau de la prise en charge. Nous avons une seule entrée financière, la quête qui nous fait nourrir. Ce n'est donc pas suffisant...

tuons et avons construit une église, même si le chantier n'a pas encore

à des incompréhensions. N'empêche, les projets avancent... «En Christ, aucune difficulté n'est insurmontable» dit le vice-président du Conseil pastoral paroissial.



pris fin. Nous avons en projet la construction d'une grotte» explique Jean-De-Dieu Malonga. Mais les difficultés ne manquent pas dans toute œuvre humaine. Ainsi, la construction de l'église et la réalisation de différents projets se heurtent

L'auteure



Madocie Déogratias MONGO
Journaliste-stagiaire
à La Semaine Africaine/
Pointe-Noire

La première messe a été célébrée le 1^{er} novembre 2011 par l'abbé Joachim Lelo

Située dans le quatrième arrondissement Loandjili précisément au Plateau de Hinda 2, la paroisse Saint Michel de Mont-Kamba est accessible à partir du Rond-point Thystère. Dans le souci de faire connaître le Christ aux populations des Plateaux de Hinda 1 et 2, les fraternités féminines de Pointe-Noire avaient acheté il y a plusieurs années, ensemble avec l'évêché, un terrain pour y implanter la paroisse Saint Michel. C'était d'abord une annexe de la paroisse Saint Kisito de Nkoukou. La première messe a été dite le 1^{er} novembre 2011 par l'abbé Joachim Lelo, alors premier vicaire de la paroisse Saint Kisito. Une messe célébrée à l'air libre, avec des briques comme siège et pour autel la table à manger de M. Moïse Pemo, un chrétien. La communauté a souffert et a supporté les aléas du climat, l'intensité de la chaleur et des pluies et le froid de la saison sèche. Malgré cela la communauté était déterminée, avec la ferme volonté de



Une vue de l'église

construire un cadre décent. Ainsi fut construite une hutte avec des bancs en briques décorées avec quelques casses de carreaux. Les chrétiens de l'annexe Saint-Michel n'ont pas baissé les bras, ils s'étaient engagés à construire une chapelle. Chaque dimanche on les voyait qui avec un sac de ciment, qui avec du fer à béton ou des matériaux divers. Constatant la détermination des chrétiens, le

bureau du Conseil pastoral paroissial sous la direction de M. Jean De Dieu Malonga, maman Alice Foundi et M. Clément Moïse, encadrés par les abbés Masse Célestin, alors curé de Saint Kisito et Joachim Lelo, premier vicaire, avaient décidé de la construction d'une chapelle et des bureaux. Il sied de signaler que M. Moïse Pemo avait mis à la disposition de la paroisse les meubles de sa maison.

Le 5 octobre 2014 la communauté de Saint-Michel Archange de Mongo-Kamba a été érigée en paroisse autonome par Mgr Miguel Angel Olaverri avec comme premier curé, l'abbé Christ Brunel Ngoma et l'abbé Pierre Anicet Nkakoumoussou comme vicaire, installés aussitôt. En cette date, les chrétiens de la nouvelle paroisse avaient accueilli avec joie leurs nouveaux pasteurs.

Jean De Dieu Malonga, vice-président du Conseil pastoral paroissial

«Bâtissons ensemble notre paroisse»

Ancien vice-président du Conseil pastoral de la paroisse Saint-Kisito de Nkoukou, Jean De

Dieu Malonga met son expérience au profit de la paroisse Saint Michel de Mont-Kamba depuis sa création il y a quatre

ans. En cette nouvelle année pastorale, il est en attente de confirmation à son poste par le curé. Son credo c'est: «Bâtissons

ensemble notre paroisse». Au départ, Saint-Michel de Mont-Kamba était une toute petite communauté. «Aujourd'hui nous consti-

Mœurs

La débrouillardise, logique de survie des étudiants congolais!

Entre grèves à répétition perturbant souvent le calendrier académique et paiement aléatoire de la bourse, les étudiants congolais, notamment ceux des campus universitaires de Brazzaville, s'adonnent à de petits commerces. Ils vendent divers produits alimentaires de première nécessité qui, selon eux, s'écoulent très vite.

Comment ils font pour trouver du temps? En ménageant leur emploi du temps. Ils estiment que faire des études universitaires est devenu une réalité très difficile pour ceux venus de l'intérieur du pays et n'ayant point de soutien. Ainsi, le binôme commerce-étude est devenu leur quotidien. Ils vaquent à ces occupations lucratives dans l'objectif de développer des sources de revenus autres que la bourse, des réflexes d'entrepreneur et d'échapper à la précarité. «Je suis dans cette activité, car j'estime que quand on a un niveau supérieur, on doit être capable de se prendre en charge», déclare Diane, étudiante résidant au campus II/Ens et vendeuse de gâteaux. D'autres pensent que sans un petit commerce, il est difficile de se prendre en charge et de mener à bien ses études universitaires. Loin de développer seulement l'esprit d'entreprise, ce petit commerce est ainsi un impératif de survie. Car ils n'ont plus de soutien de l'Etat (paiement rare ou presque plus de la bourse estudiantine;



L'étudiant Perez Kombo exerçant son petit commerce, au campus I-La forêt

le dernier paiement remontant au mois de décembre 2016) moins encore parental du fait de la conjoncture économique devenue très difficile. D'où l'urgence d'appliquer l'article 15: «débrouiller pour vivre», chanté par le musicien de la R.D. Congo, Pépé Kallé. «Il est impossible de se contenter de la bourse qui, depuis presque 2 ans, ne passe plus. La crise économique actuelle a mis fin au petit geste financier que faisaient nos parents. Je me vois obligé de tenir un petit commerce de produits alimentaires qui s'écoulent vite et me procure plus de bénéfice ici au campus. Ce qui me permet de me nourrir et de financer mes études», affirme un autre étudiant vendeur des crêpes et résidant au campus I - La forêt. Un constat partagé par les étudiants du campus de Bayardelle qui se sont convertis dans des activités diverses, comme Prodiges Okemba qui tient une cabine téléphonique dans l'en-

ceinte de Bayardelle, pour faire face aux besoins académiques devenus difficiles à combler, après le dernier paiement de la bourse. Pour Perez Kombo du campus I - La forêt, le commerce est une passion. «C'est difficile que je m'en passe. En dehors de l'Université, j'ai fait restauration et cette passion de proposer mes recettes au public moyennant argent brûle en moi. Ce qui me permet ensuite de renforcer le stock de mes ingrédients», affirme-t-il. Nombre d'étudiants déclarent pratiquer une activité dans le même sens que Perez Kombo. Dans le contexte de crise économique et de chômage que traverse le Congo, la débrouillardise de ces étudiants est manifeste. Certains d'entre eux se sont imposés en véritables commerçants en vendant dans des marchés, à la cité.

Larsain Polmer NKENDA ZASSET

Education

Une nouvelle école Joseph Maleke à Tié-tié, pour abrégé les souffrances des écoliers

Quelques deux semaines après la rentrée scolaire, le quartier 313 Loussala, dans l'arrondissement Tié-tié, à Pointe-Noire a bénéficié d'un nouvel établissement scolaire. Il s'agit du complexe scolaire privé Joseph Maléké inauguré le 17 octobre dernier, en présence d'Antoine Moukouama, chef de quartier, des membres du bureau de l'association des parents d'élèves de Loussala, des parents d'élèves et des élèves, principaux bénéficiaires.



Les enseignants et les élèves après la cérémonie d'inauguration

Annie Brielle Venga, directrice de ce complexe, louant l'initiative du promoteur, a indiqué que le bâtiment scolaire flambant neuf est construit en matériaux durables respectant les règles de l'art en vigueur. Il compte trois salles de classes équipées de tables-bancs et le bureau de la directrice. Pour respecter l'hygiène environnementale, deux blocs sanitaires y ont été construits. L'un pour les enseignants et l'autre pour les élèves. Une réponse à la vision du chef de l'Etat qui pense qu'on doit moderniser l'école congolaise pour permettre aux enseignants de travailler dans des conditions idéales et aux enfants d'être dans des bonnes conditions d'apprentissage. Expliquant les raisons qui l'ont poussé à construire cette école dans une zone encore insuffisamment peuplée, Jo-



Joseph Maléké

seph Maléké a déclaré que c'est en voyant les enfants de cinq, six, sept, et huit ans parcourir, chaque jour, neuf kilomètres à aller et neuf au retour pour se rendre à l'école publique de Loussala qu'il a eu l'idée de construire cet établissement. Une réalité qui a existé dans les petites

bourgades du Congo dans les années 40-50. Aujourd'hui, et de surcroît en pleine ville, a-t-il poursuivi, il est blâmable d'assister impuissant à ce spectacle d'un passé révolu. C'est pourquoi en 2017, nous avons décidé de bâtir cette école, même si le quartier n'est pas encore suffisamment peuplé. «En le faisant, a-t-il conclu, nous n'avons pas vu l'aspect financier. Bien au contraire, nous avons mis notre action à la disposition de l'enfant, futur bâtisseur du Congo.» Dans le respect des traditions, un rituel traditionnel Vili demandant aux mânes des ancêtres de bénir l'édifice a été organisé lors de la cérémonie d'inauguration, pour qu'il en sorte des cadres dignes.

Equateur Denis NGUIMBI

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



REPUBLIQUE DU CONGO
Siège Social et Direction Nationale BRAZZAVILLE
22.281.81.50-05.547.80.23-06.965.65.16
B.P. 126 – beachzv@beac.int
Fax VSAT: 7082
Service Gestion Administrative des Marchés

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 07/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2018

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) envisage de réaliser, sur ressources propres, les travaux de réaménagement des locaux du sous-sol à usage de bureaux à l'Agence de la BEAC à Pointe-Noire.

Par le présent avis d'appel d'offres, elle invite les sociétés intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus de sélection se déroulera conformément aux dispositions du Code des Marchés et du Manuel de Procédures de Gestion des Marchés de la BEAC.

Tout complément d'informations peut être obtenu aux adresses suivantes, les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00' à 12h00'.

Brazzaville:

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres N° 07/BEAC/DN.BZV/AONR/Tvx/2018 du 13/11/2018
Service Gestion Administrative des Marchés,
5ème étage, porte 514.
Adresse: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville, République du Congo
Tél: (242) 05 547 80 24

Pointe-Noire:

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
AGENCE DE POINTE-NOIRE
Appel d'Offres N° 07/BEAC/DN.BZV/AONR/Tvx/2018 du 13/11/2018
Service Gestion,
Rez-de-chaussée, porte 004 (nouveau bâtiment).
Adresse: 09, rue Mbena, Rond-point Tribunal de Grande Instance,
Pointe-Noire, République du Congo
Tél: (242) 06 672 75 74 ou 06 612 75 75

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté et retiré à la Direction Nationale de la BEAC pour le Congo, à Brazzaville.

Une visite obligatoire du site sera organisée le 22 novembre 2018, à 10 heures.

A l'issue de la visite du site, une réunion de cadrage obligatoire sera organisée le même jour.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire à première demande, conforme au modèle indiqué dans le dossier de sélection et d'un montant forfaitaire de deux millions (2 000 000) francs CFA, devront être déposées, sous pli fermé en version papier exclusivement, à l'adresse indiquée ci-après, au plus au plus tard le 04 décembre 2018 à 12 heures précises. Toute soumission reçue après le délai fixé sera rejetée.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO
Appel d'Offres N° 07/BEAC/DN.BZV/AONR/Tvx/2018 du 13/11/2018
Bureau d'Ordre,
6ème étage, porte 601.
Adresse: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville, République du Congo
Tél: (242) 05 547 80 24, Poste 4601.

Les soumissions retenues seront ouvertes en une (01) étape, en présence des représentants des soumissionnaires, dûment mandatés. Le représentant mandaté doit être muni d'une procuration afin d'être accepté en salle de dépouillement.

Les plis administratifs, techniques et financiers seront ouverts, le 04 décembre 2018 à 13 heures précises, à la Direction Nationale de la BEAC pour le Congo, à Brazzaville.

Fait à Brazzaville, 13 novembre 2018

Le Président de la Commission Ad Hoc,

Sylvain Nestor BASSIMAS



REMORQUAGE ET AIDE AU CONSTAT GRATUITS

SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins.
En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits.
Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
05 053 58 58



SAHAM
Assurance

member of  Sanlam group

Flash-back

Ange Linaud, un chanteur de charme talentueux et à la voix captivante

Artiste-musicien et auteur compositeur à la voix veulotée que de nombreux mélomanes comparait à Vicky Longomba, de l'Ok Jazz, féru de rumba, Ange Linaud Djendo est décédé le 5 novembre 1999 à Brazzaville à l'âge de 50 ans. Cela fait 19 ans aujourd'hui. Il était considéré comme l'un des plus féconds compositeurs de la musique congolaise à partir des années 70. Il est allé loin dans la création personnelle. Musicien sentimental, il évoquait souvent le paysage, des impressions dans son genre préféré le Slow. Et de temps à autre, il composait des chansons en français dont certaines ont accroché les mélomanes. C'est le cas de la chanson : "C'est toi que je préfère", un véritable chef-d'oeuvre en 1966.



Ange Linaud Djendo

Ange Linaud était fasciné par une musique observant la règle des trois unités : de Tempo, de Climat et de Genre. Et ces compositions alléchantes étaient très appréciées par le public. Ange Linaud a vu le jour à Mimbelly (département de la Likouala) et a fait ses études à Brazzaville. Il sera par la suite engagé par la société Sava pour travailler au super marché «Le Presto», comme boucher. Il sera découvert par Alphonse Marie Toucas, producteur de musique à Radio-Congo dans l'une de ses émissions de promotion. Peu après, il monte un groupe musical pour le compte de l'Hôtel du Beach. Mais c'est son "ancien" le bassiste Daniel Loubelo dit "Delalune Ya

Luna", qui lui offre son premier engagement, avant de faire partie de l'orchestre Tembo, le 17 avril 1965, chez Super Jazz. Par la suite, il intègre l'orchestre Cercul Jazz, mais c'est plutôt dans l'orchestre Super Boboto de Brazzaville (SBB) créé le 27 avril 1968 que son étoile va briller au Congo et ailleurs. Dans cet ensemble il formera un duo terrible avec Michel Mienandi «Michou». Ce sera une étape importante de sa carrière. Sur les conseils d'Edouard Ganga «Edo», Théophile Bitsikou «Théo» et Mpassy-Ngongo «Mermans», Ange Linaud signe dans l'orchestre «Les Nzoyes» en septembre 1972. Ce groupe fait bouger le pays, mais ne dure que le temps

d'une rose. Peu après Ange Linaud embrasse une carrière solo, fort de son expérience. Il se produit dans différents groupes avec divers musiciens comme l'expérimenté Freddy Kebano avec lequel il réalise un travail louable. Au milieu des années 80, Ange Linaud intègre l'orchestre Rumbaya international, il forme un duo redoutable avec Locko Massengo. Quelques années avant sa mort, il fait partie de la Chorale de l'Aumônerie créée par l'Abbé François Wambat. Il prend aussi part à de grands rendez-vous musicaux: 1^{er} Festival panafricain de la jeunesse en

compagnie de Sinza Kotoko de "ya Gaby" en 1973 ; en 1975 avec l'orchestre national dans l'album "Vision" ; en 1977, au Festival culturel panafricain de Lagos (Nigeria) avec l'orchestre national du Congo ; en 1977, il prend la direction de l'Union des musiciens congolais (UMC) ; en 1978, il participe au 11^e Festival mondial de la jeunesse et des étudiants à la Havane (Cuba), avec Les Bantous. En 1985, à Brazzaville, il est lauréat du Concours «Découvertes 85» de Radio France internationale, et obtient le Prix de la meilleure chanson grâce à sa chanson «Mwana ya Mimbelly». En 1988, au Festival de musique de Pyong- Yang (Corée du Nord) ; en 1996 et 1999, il participe à la première et deuxième édition du Festival panafricain de musique (FES-PAM). En 1996, il est décoré de la médaille du mérite congolais par le Chef de l'Etat. En juin 1999, il prend part au Méga Concert sur la paix et à la fête de la musique en compagnie de l'orchestre «Les Messagers de la paix», à Brazzaville.

Alain-Patrick MASSAMBA

Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville

Le come-back de l'émission télé "Ça, c'est Brazza"

La salle Savorgnan De Brazza de l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville a vibré le mardi 30 octobre dernier, au rythme de l'émission socio-culturelle "Ça, c'est Brazza" animée par Patrice Passi et diffusée sur Télé Congo, la chaîne nationale. Une émission qui signe son come-back, après un break.



Patrick Passi pendant l'émission

Le come-back de "Ça, c'est Brazza" s'est déroulé dans une ambiance bon enfant. Plusieurs artistes étaient au programme: les Fantastiques (un groupe de percussion qui a émerveillé le public par un spectacle remarquable), I Dance, Les Diabes Rouges, Haidar Total et Trésor Mvoula. "Ça c'est Brazza" réapparaît cette fois-ci avec une meilleure position et un objectif bien mieux fixé qu'avant, c'est-à-dire qu'«elle revient... à raison d'un après-midi par mois, pour mettre en lumière les différentes scènes musicales congolaises».

Larsain Polmer NKENDA ZASSET (stagiaire)

AMBASSADE DES ETATS-UNIS-BRAZZAVILLE
ANNONCE NUMERO 2018-026

OFFRE D'EMPLOI POUR LE POSTE DE : Agent de sécurité de la Patrouille Mobile
Grade - FSN-04 - Contrat à Durée Indéterminée

DATE D'OUVERTURE: 02 Novembre 2018
DATE DE CLOTURE: 16 Novembre 2018

L'Ambassade des États-Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un Diplôme d'études secondaires, une bonne maîtrise de la langue anglaise et du français et justifiant de deux ans d'expérience dans les domaines de la sécurité, de la police ou de l'armée. L'intéressé(e) devra savoir conduire et avoir des compétences en sécurité et en auto-défense. Sous la supervision du Chef adjoint de la garde locale, le/la titulaire renforcera la garde locale dans la protection du personnel de l'ambassade des États-Unis ainsi que de l'immobilier appartenant au gouvernement américain; il/elle assurera la patrouille autour des résidences et locaux officiels et inspectera les postes de garde. Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/>

Ou de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants :
06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
AU: Conseiller Administratif
Ambassade des Etats Unis à Brazzaville-Boulevard Denis Sassou N'Guesso
N°: 70-83 Section D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.
Brazzaville, Republic of Congo
Ou par email : BrazzavilleHRjobs@state.gov

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

Communiqué

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique près la République du Congo est heureuse d'annoncer que suite à l'appel à propositions lancé le 31 juillet 2018, relatif au Fonds de l'Ambassadeur d'Auto-Assistance, Exercice 2017-2018, les propositions de projets de sept Organisations Non-Gouvernementales (ONG), ont été sélectionnées.

Il s'agit de:

1. Association Congolaise pour le Développement Agricole (AGRIDEV);
2. Centrale Coopérative Famille Agro-Pastorale
3. Association Idées Rêves pour la Sangha ;
4. Centrale Coopérative Famille Agro-Pastorale Coopérative Agro-Pastorale de Mandzele;
5. Coopérative des Jeunes Sourds;
6. Institut de Jeunes Sourds de Brazzaville ; et
7. Mission Universelle des Chrétiens-Unis (MUCU).

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique présente ses vives félicitations aux heureux récipiendaires.

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS-BRAZZAVILLE
ANNONCE NUMERO 2018-027

OFFRE D'EMPLOI POUR LE POSTE DE : Menuisier
Grade - FSN-04 - Contrat à Durée Indéterminée

DATE D'OUVERTURE: 02 Novembre 2018
DATE DE CLOTURE: 16 Novembre 2018

L'Ambassade des États-Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un Diplôme d'études primaires et élémentaires, une connaissance limitée de la langue anglaise et une bonne maîtrise du français et justifiant de deux ans d'expérience en menuiserie. L'intéressé(e) doit connaître les procédures d'installation, de maintenance et de réparation en menuiserie. Le/la titulaire pratiquera aussi la maintenance préventive des outils et équipements de menuiserie en se conformant à la réglementation américaine en matière de sécurité, de protection de l'environnement, d'élimination des déchets dangereux ainsi que dans l'utilisation de substances et matériaux chimiques courants dans la construction. Il/elle travaillera sous la supervision directe du Responsable de l'entretien des installations. Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/>

Ou de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants :
06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.
AU: Conseiller Administratif
Ambassade des Etats Unis à Brazzaville-Boulevard Denis Sassou N'Guesso
N°: 70-83 Sections D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.
Brazzaville, Republic of Congo
Ou par email : BrazzavilleHRjobs@state.gov

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS-BRAZZAVILLE
ANNONCE NUMERO 2018-025R

OFFRE D'EMPLOI POUR LE POSTE DE:
Assistant Transit & Douane
Grade - FSN-07
Contrat à Durée Indéterminée

DATE D'OUVERTURE: 30 Octobre 2018
DATE DE CLOTURE: 14 Novembre 2018

L'Ambassade des États-Unis à Brazzaville recherche un individu ayant un Diplôme d'études secondaires, une bonne maîtrise de la langue anglaise et du français ainsi que trois à cinq ans d'expérience dans les domaines de l'expédition et des transports. L'intéressé(e) devra savoir conduire et avoir des compétences en informatique. Sous la supervision du Responsable des Services Généraux, le/la titulaire prépare les documents relatifs aux expéditions entrantes et sortantes de biens privés et appartenant au gouvernement américain; assure également la liaison avec les transitaires, le Ministère des Af-

aires Etrangères et La Douanes afin de mener à bien les tâches nécessaires. Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de visiter notre site internet: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/>

Ou de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants:
06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133
Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

AU:
Conseiller Administratif
Ambassade des Etats Unis à Brazzaville-Boulevard Denis Sassou N'Guesso
N°: 70-83 Sections D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.
Brazzaville, Republic of Congo

Ou par email: BrazzavilleHRjobs@state.gov

Merci pour votre intérêt et Bonne chance!

Eliminatoires de la CAN 2019

Congo-RDC: pour un match dans une atmosphère fraternelle

Brazzaville comme à Kinshasa, les autorités politiques essayent de canaliser les supporters pour que le match Congo-RDC comptant pour la cinquième et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations de football 2019 se déroule dans une atmosphère fraternelle. C'est l'objet de l'audience que le ministre congolais des Sports, Hugues Ngouelondélé, a accordée à l'ambassadeur de la RDC au Congo, Christophe Muzungu.

Le match Congo-RDC aura lieu le week-end prochain à Brazzaville. L'enjeu est énorme pour les deux sélections nationales. Tout le monde, supporters et responsables des deux fédérations, a commencé à s'activer, mais Hugues Ngouelondélé et Christophe Muzungu se sont concertés eux-aussi, vendredi 9 novembre, sur les dispositions à prendre de leur côté. Une tentative pour calmer les esprits car les retrouvailles entre les sélections nationales des deux pays ont toujours été électriques.

Christophe Muzungu a informé le ministre des sports congolais qu'il lui transmettra rapidement la liste de la délégation de la République Démocratique du Congo (officiels et supporters) qui fera le déplacement de Brazzaville pour accompagner et encourager leurs compatriotes de l'équipe nationale. S'adressant à la presse indépendante, il a indiqué que les deux parties exhortent les publics des deux pays à faire en



Hugues Ngouelondélé (à dr) et Christophe Muzungu pendant l'audience

sorte que cette rencontre se passe dans un climat d'apaisement, sans débordement et que cela soit encore une occasion permettant de renforcer les liens qui existent déjà entre les deux pays frères. « (...) Il s'agit de jeu, et dans un jeu il y a un gagnant et un perdant. Ce n'est pas à cause de cette petite rencontre que nous allons mettre à mal nos relations. Que le meilleur gagne,

mais la famille demeure!», a-t-il souligné en appelant également les ressortissants de son pays qui feront le déplacement du stade de Brazzaville et ceux qui ne pourront pas l'effectuer à gérer la suite dans la responsabilité, quel qu'en soit le résultat.

Larsain Polmer NKENDA ZASSET (stagiaire)

CAN 2019-Cameroun: la CAF va bientôt trancher

Du 15 juin au 13 juillet prochains, le Cameroun est censé accueillir la CAN 2019. Sauf que l'état d'avancée des travaux concernant les stades et les infrastructures suscite des inquiétudes. Lundi 12 novembre, la Confédération africaine de football (CAF) a indiqué qu'une quatrième mission d'inspection a débuté dimanche 11, et qu'elle évaluera jusqu'à jeudi quatre des six sites retenus pour la compétition (Yaoundé, Garoua, Bafoussam, Douala). A l'issue de celle-ci, la CAF devrait prochainement trancher et décider si elle maintient ou non le Cameroun comme pays-hôte. «Bientôt la décision» a en tout cas titré l'instance sur son site officiel.

CAN féminine de handball à Brazzaville

Le fiasco est à craindre



Jean-Claude Ibovi (au centre) n'entend pas assumer un éventuel échec

Le président de la Fédération congolaise de handball (FECO-HAND), Jean-Claude Ibovi, se désole. Le pays est loin de gagner le pari d'organiser avec succès la Coupe d'Afrique des nations de handball (CAN) féminin qui aura lieu début décembre à Brazzaville. Il l'a dénoncé le 9 novembre 2018 en faisant le point des préparatifs de cette compétition au ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouelondélé.

A trois semaines du coup d'envoi de la CAN féminine de handball que Brazzaville s'appête à accueillir du 2 au 12 décembre, le pessimisme semble gagner Jean-Claude Ibovi, qui est aussi le deuxième responsable du Comité d'organisation de cette compétition, le COCAN. Et pour cause. Le dispositif organisationnel n'est pas totalement opé-

rationnel, selon lui. Au nombre de ses soucis, le Comité d'organisation peine à atteindre sa vitesse de croisière après une impasse financière et à cause de divers retards. Il a épinglé les manquements de la part de ses commissions spécialisées. Ce Comité ne donne pas encore l'assurance que les infrastructures sportives seront prêtes dans les délais et conformément au cahier des charges imposé par la Confédération africaine de handball (CAHB). Concernant le volet Préparation de l'équipe nationale, rien ne se passe non plus comme prévu. Le chronogramme initial n'est pas respecté. Après l'annulation du stage de Hongrie en raison des difficultés d'obtention des visas, le plan B (Un éventuel stage au Danemark) n'est plus garanti. On glisse vers un plan C, toute la préparation devant se passer fina-

lement à Brazzaville, probablement sans matchs test d'envergure internationale. Mais, là-aussi, à cause de l'impasse financière, la venue des joueuses professionnelles résidant en France pose problème. Elles ne sont pas encore en possession du titre de voyage.

Le président Jean-Claude Ibovi se plaint aussi des soucis financiers du staff technique étranger recruté pour les besoins de la cause. Thierry Vincent et ses adjoints accusent des salaires impayés. «Aujourd'hui, on doit au staff technique trois mois de salaires», a-t-il révélé avec le franc-parler qui le caractérise. Ce n'est sans doute pas le meilleur moyen de préparer une compétition de ce genre. Or, lentement et sûrement, le temps s'écoule.

Jean ZENGABIO



MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
ET LA COMPETITIVITE (PADEC)-PHASE DE PREPARATION DU PROJET



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 011/MPSIR/2018/UGP PADEC RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGE DE REALISER L'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE DU PADEC

1- Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de la Banque mondiale une avance pour la préparation du Projet d'Appui au Développement des Entreprises et la Compétitivité (PADEC) qui vise entre autres objectifs, la poursuite du programme de diversification envisagé dans le Plan National de Développement (PND). A cet effet, l'Unité de Gestion du PADEC a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant: **Audit financier et comptable du PADEC.**

2- L'objectif de l'audit financier et comptable est entre autres de permettre d'exprimer l'expression d'une opinion professionnelle sur la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et de s'assurer que les ressources mises à la disposition du Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs de développement du Projet.

3- Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des cabinets de consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative

à ladite mission.

4- L'Unité de Gestion du Projet, invite les cabinets éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Ils doivent fournir les informations ci-après: (i) qualification pour exécuter les services sollicités (références et descriptions concernant l'exécution de missions similaires, brochures...); (ii) les capacités techniques du cabinet, les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet, les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les dossiers de manifestation à soumettre ne doivent pas inclure des curriculum vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail.

5- Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivantes: (i) les qualifications générales et expérience du cabinet dans le domaine de l'audit, (ii) l'expérience du cabinet dans la réalisation de missions similaires.

6- Le cabinet sera sélectionné selon la mé-

thode de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et le Cout (SFQC) tel que défini dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016.

7- Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de référence ou des informations supplémentaires aux adresses indiquées ci-dessous de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 16h00 (heure locale).

8- Les manifestations d'intérêts portant la mention «Recrutement d'un cabinet de Consultants chargé de réaliser l'audit financier et comptable du PADEC» doivent être envoyées au plus tard le 27 novembre 2018 à 16 heures (heure locale) aux adresses ci-dessous:

A l'attention du Coordonnateur
du Projet PADEC
Rue LOCKO Isaac n° 05 et 06 /
Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 22 613 18 38 /06 931 00 10
E-mail: padec2019@gmail.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 08 novembre 2018

Le Coordonnateur du PADEC,

Benoît NGAYOU



Po na yo!

Nous investissons pour un meilleur réseau

Toujours N°1 en qualité réseau voix et internet
everywhere you go

mtncongo.net

Certifié par l'ARPC
et ROHDE & SHWARZ



DECARIEST SOLUTIONS INGENIERIE SARLU
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Au capital de 1.000.000 Francs CFA
Siège social à Brazzaville, Case J435V SOPROGI,
Moungali III Q336 République du CONGO

INSERTION LEGALE

Suivant acte reçu par Maître MAYOU-KOU BANIANGUINA Marie Benoite, Notaire substituant Maître Marie de l'Assomption MOUNDELE MATOKO, Notaire en la résidence de Brazzaville, en date du 28 septembre 2018, enregistré à la recette des impôts de Poto-Poto Brazzaville, sous Folio 180/43 no1605 à la même date, conformément à l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, il a été constitué une société commerciale ayant les caractéristiques suivantes:

FORME: Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle;

OBJET:

La société a pour objet, tant en République du Congo qu'à l'Étranger:

- Conseils et autres activités informatiques;
- L'Audit, le conseil et l'accompagnement en informatique de gestion;
- L'analyse, l'évaluation des besoins, les schémas directeurs et plans informatiques;
- La gestion et la mise en place de projets IT (Techniques d'Information), SI (systèmes informatiques);
- L'importation, l'exportation, la commercialisation, l'Étude; et généralement, toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières

et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement de l'objet social.

DENOMINATION: La société prend la dénomination de «DECARIEST SOLUTIONS INGENIERIE SARLU»;

CAPITAL SOCIAL: un million (1.000.000) francs CFA, divisé en cent (100) parts de dix mille (10.000) francs CFA chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement souscrites et libérées;

SIEGE SOCIAL: Case J435V SOPROG/ Moungali III Q336 République du CONGO;

DUREE: 99 ans, à compter de son immatriculation au RCCM, sauf dissolution anticipée ou prorogation;

GERANT: Monsieur MOUYABI Guy Lucien;

IMMATRICULATION: au greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 02 Octobre 2018, sous le numéro CG-BZV-01-2018-B13-00095-

Pour insertion

La Gérance

Etude de Me Chimène Prisca Nina PONGUI
Notaire
sise à Brazzaville (République du Congo)
rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM)
Case J-490/M (en face de l'E. N. A. M)
B.P: 14745- Tél: (242) 06 662 43 35// 05 516 70 79
E-mail: etudepongui2@gmail.com

HONG XING GLASS CONGO
Société A Responsabilité Limitée en formation
au capital de 20 000 000 de Francs CFA
siège social à Brazzaville (République du Congo)
195 bis, rue Vindza, Plateau des 15 ans- Moungali
RCCM: CG-BZV-01-2018-812-00073

AVIS DE CONSTITUTION

I - Suivant acte authentique reçu par Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire de résidence à Brazzaville (Congo), sis rez-de-chaussée Immeuble Patte d'Oie (SOPRIM) Case J-490/M (en face de l'E.N.A.M), le trente octobre deux mil dix-huit, enregistré à Brazzaville à la recette des Impôts de Ouenzé, le trente octobre de la même année, sous le Folio 193/11 no453, il a été constitué sous la dénomination sociale de « HONG XING GLASS CONGO » une société ayant les caractéristiques suivantes:

Forme: Société A Responsabilité Limitée

Objet: la société a pour objet:

- La fabrication et la vente de tous les produits de verrerie;
- L'achat de la technologie pour l'amélioration de la qualité et de l'extension de la qualité des produits;
- L'importation de tous les matériaux qui seront liés à la chaîne de montage de l'usine de verrerie;
- La vente en gros de tout équipement de construction, de production, d'exploitation de matériaux mécaniques;
- La quincaillerie et l'électroménager.

Dénomination sociale: «HONG XING GLASS CONGO».

Siège social: Brazzaville (Congo), 195 bis, rue Vindza, quartier Plateau des 15 ans, arrondissement 4 Moungali.

Capital: 20 000 000 de Francs CFA, divisé en deux mille (2000) parts sociales de dix mille (10 000) Francs CFA chacune, numérotées de 1 à 2000.

II - Aux termes de l'acte portant Déclaration Notariée de Souscription et de Versement du capital reçu par Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, le trente octobre deux mil dix-huit de la société susnommée, enregistré à Brazzaville à la recette des Impôts de Ouenzé, le trente octobre de la même année, sous le Folio 193/10 n°452 les parts sociales ont été souscrites en totalité et intégralement libérées par les associées.

III - Suivant procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive du vingt-neuf octobre deux mil dix-huit, reçu en dépôt au rang des minutes de Maître Chimène Prisca Nina PONGUI, Notaire à Brazzaville (Congo), le trente octobre deux mil dix-huit de la société susnommée, enregistré à Brazzaville à la recette des Impôts de Ouenzé, le trente octobre de la même année, sous le Folio 193/6 no448, les associées ont décidé de nommer:

Monsieur Dang LIWEN, en qualité de Gérant de la société pour une durée de cinq (5) ans.

Immatriculation: l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville a été effectuée le neuf novembre deux mil dix-huit sous le numéro CG-BZV-01-2018-812-00073.

POUR AVIS & MENTION
Maître Chimène Prisca Nina PONGUI
Notaire



Fonds des Nations Unies pour la Population
Représentation en République du Congo

Avis de vacance de poste (Re-publication)

Vacance de poste	N° 00018145
Date de publication	2 Novembre 2018
Date limite de dépôt des dossiers:	24 Novembre 2018
Date d'entrée en fonction	7 Janvier 2019
Titre du poste:	Directeur(trice) des Opérations
Type de contrat et grade:	Fixed Term, NOC (ICS10)
Durée du Contrat:	1 an renouvelable après une période probatoire de 3 mois
Typologie:	Bureau de pays du type 3
Lieu d'affectation:	Brazzaville, avec possibilité de déplacements hors de Brazzaville
Organisation:	UNFPA Congo, Région Afrique de l'Ouest et du Centre

I - Contexte

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) est une agence de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances de chacun, femmes, hommes et enfants. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données démographiques dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, que chaque accouchement soit sans danger, que le potentiel de chaque jeune soit accompli. Pour accomplir ces objectifs, le bureau de la Représentation du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en République du Congo procède au recrutement d'un(e) Directeur (trice) des Opérations.

Sur les conseils du Représentant Résident, le/la Directeur (trice) des Opérations fournira le leadership et le conseil dans tous les aspects de gestion du bureau et de technologie d'opérations, de finances, d'administration, de fournitures et d'informations et de ressources humaines. Son rôle est d'assurer la pleine fonctionnalité et efficacité du bureau, fonctionnant sans à-coup, bien-contrôlé et préoccupé par les résultats ainsi que de faciliter l'exécution du programme et la livraison des biens et services en prévoyant les besoins opérationnels des programmes et

des projets.

Le/la Directeur(trice) des Opérations participera activement à la coordination entre le bureau et le système des Nations Unies en République du Congo pour s'assurer que les besoins de l'UNFPA dans le système et dans les groupes de services communs sont satisfaits. Il/elle doit stimuler une attitude de collaboration en ce qui concerne l'équipe de programme dans le bureau-pays et le groupe des chargés des opérations du système des nations unies au Congo, et soutenir la communication et la coopération entre le siège et le bureau de pays. Le/la Directeur(trice) des Opérations dirige l'équipe des opérations et collabore étroitement avec le personnel de programme dans le bureau.

II - Qualifications requises

- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo);
- Etre titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 au moins en Gestion, Administration, Economie, Finances, Comptabilité, Audit ou domaine équivalent;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la gestion administrative, la comptabilité ou l'audit;
- Avoir la capacité de travailler en équipe, et sous pression, dans un environnement multiculturel;
- Avoir la maîtrise du français et de l'anglais (oral et écrit);

III - Dossier de candidature

- Composition

- Demande non manuscrite spécifiant trois (03) personnes de référence;
- Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois;
- Formulaire P11 dûment rempli (envoi sur simple demande ou par retrait au Siège de l'UNFPA Congo);
- Copies de diplômes, certificats, attestation des services rendus, etc. (Ne pas joindre les originaux).
- Dépôt de dossiers

Les dossiers peuvent être envoyés ou déposés:

- Sous pli fermé à adresser à Monsieur le Représentant de l'UNFPA Congo, avec la mention Candidature au Poste de «Directeur des Opérations»
Bureau de l'UNFPA Brazzaville,
Rue Crampel (en face de la BDEAC)
Centre-ville BP 19012 Brazzaville
République du Congo (Téléphone: +242 05 521 67 00)
- Par E-mail à l'adresse suivante: malapet@unfpa.org
Avec pour titre: Candidature au Poste de «Directeur des Opérations»

N.B: Pour de plus ample détails veuillez passer à Nos bureaux qui sont ouverts du lundi à jeudi de 8h00 à 17h30 et le vendredi de 8h00 à 14h00.

Brazzaville, le 02 Novembre 2018

Mohamed Lemine Salem OULD MOUJTABA

Représentant Résident de l'UNFPA au Congo


BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
 N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



- 32" HD : 119 000 FCFA HT**
- 43" FULL HD : 219 000 FCFA HT**
- 50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT**
- 55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT**
- 65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT**

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056